

T2137-641-8,00 F

ISSN 0026-9433

**CATALOGUE DE LA LIBRAIRIE
DU MONDE LIBERTAIRE (1^{ère} PARTIE)**

hebdo

monde



Libertaire

de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°641 JEUDI 11 DÉCEMBRE 1986 8,00 F

LE DIALOGUE SELON L'ÉTAT



Le piège de la violence

URBANISME ET IMMIGRATION

Les raisons
de la vague d'incendies
dans le XX^e arrondissement
de Paris.

PAGE 3

DROITS DES FEMMES

Contre la remise
en cause
du remboursement
de l'I.V.G.

PAGE 7

ACQUIS SOCIAUX

Après avoir confisqué
la Sécurité sociale
l'Etat entend
la faire disparaître !

PAGE 12

F°P.2520

communiqués éditions

• LILLE

La souscription au bénéfice du centre culturel Benoît-Broutchoux (F.A.) continue. Liste des derniers souscripteurs : anonyme (500 F), Xavier Merville (chaises), Martin de Boulogne (100 F), C.E.S., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex (C.C.P. n°7 086 13 M, Lille, à l'ordre du C.E.S.).

• LILLE

Thème de la prochaine émission de la Voix sans maître (tous les vendredis, de 21 h à 23 h, sur Radio Campus 99.6 MHz) : le 12 décembre, Science-fiction et politique ou (sous réserve) : émission spéciale sur Haïti en compagnie de Frères des Hommes.

• MONTROUGE

Depuis novembre, Montrouge est noir ! « Montrouge noir », c'est en effet le nom du nouveau groupe de la Fédération anarchiste qui vient de se créer dans les Hauts-de-Seine. Parmi ses activités, la vente du « Monde libertaire » sur les marchés de Montrouge. Dès maintenant, pour tout contact, écrivez-nous à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris. Salutations libertaires.

• DIJON

Le groupe de Dijon a le plaisir de vous annoncer l'ouverture de son local au 61 de la rue Jeannin à Dijon, le mardi 2 décembre. Vous trouverez sur place un large éventail de la presse libertaire, ainsi que de nombreux ouvrages sur l'anarchisme. Les permanences se dérouleront le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 heures à 18 heures.

D'autre part, nous continuons nos émissions sur Radio Dijon-Campus (100.2 MHz), « A boulets noirs », le mardi tous les quinze jours, de 19 h 15 à 20 h.

• CHAMBÉRY

La liaison « Région savoyarde » de Chambéry assurera des permanences chaque 2^e et 4^e samedi de chaque mois au 504, rue Nicolas-Parent, 73000 Chambéry (bât. du fond, 1^{er} étage, à droite), de 16 h à 19 h.

• TOURNON

La liaison F.A. de Tournon et des sympathisants animent une émission de radio tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, sur Radio-Mega (Valence), 99.2 MHz. L'émission s'appelle « Antidote : chronique libertaire ». A chaque diffusion, nous traitons un thème différent avec, au début de l'émission, un rapide tour d'horizon sur l'actualité.

• POITIERS

Le groupe Berkman vient d'acquiescer un local. Des permanences libertaires s'y tiennent tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h. Un rayon librairie et une bibliothèque de prêt sont ouverts. Adresse du local : 6, rue des Flageolles, 86000 Poitiers.

• PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répertoire antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine informe qu'il tient une vente du « Monde libertaire » tous les dimanches au marché Héloïse.

• GARD

Les permanences du groupe du Gard seront désormais assurées le 1^{er} vendredi et le 3^e vendredi de tous les mois, de 17 h 30 à 19 heures, au 16, rue des Orangers, Nîmes.

• LILLE

Le groupe de Lille informe qu'il vend le « Monde libertaire » le vendredi, de 17 h 30 à 18 h 30, devant la gare S.N.C.F. ; le dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché Wazemmes (côté rue Racine) ; le mercredi, de 12 h 30 à 14 h, dans le hall de la Fac de Lettres, Lille III, où une table de presse est également organisée.

• AFFICHE

L'administration et les relations intérieures de la Fédération anarchiste viennent d'éditer une affiche en soutien au « Monde libertaire », disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris, au prix de 0,60 franc l'unité (au-dessus de 50 exemplaires).



• AFFICHE



• BOURGOIN

La liaison F.A. et le Collectif anarchiste de Bourgoin (Isère) publient depuis 1982 « Contre vents et marées », journal d'humeur anarchiste qui se veut lieu de réflexions et d'échanges. Par le biais de leur journal, la liaison et le collectif poursuivent plusieurs objectifs : vulgariser sur un plan local la pensée anarchiste ; créer localement toujours une mouvance anti-autoritaire ; développer un sens critique sur tout ce qui nous touche. Nous faisons donc appel à tous les libertaires de la région iséroise à venir collaborer au journal et à nous contacter. « Contre vents et marées », La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• « LA FEUILLE »

Un nouveau numéro de « La Feuille », édité par le groupe Paris-XV^e, vient de paraître. On peut se le procurer gratuitement à la librairie du Monde libertaire. Pour envoi, prévoir 2,20 francs en timbre.



• MATÉRIEL

Le groupe « Région toulonnaise » diffuse le matériel suivant : brochures — étoile noire et rouge : 12 F pièce (port compris) et 8,50 F à partir de 10 ex. ; deux mains brisant un fusil : 11 F pièce (port compris) et 7 F à partir de 10 ex. — et cassette — « Chansons anarchistes internationales », durée 1 h, prix : 55 francs (port compris). Chèque à l'ordre de Bruno Nappi, à adresser au C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Société : Editorial, Les problèmes du logement à Paris, Incendies dans le XX^e, Communiqué — PAGE 4, Lutte : En Bref, Interview du père de François Rigal, Mouvement étudiant et lycéen : l'apolitisme, les stratégies de récupération, Communiqué — PAGE 5, Lutte : Mouvement étudiant et lycéen, suite : les perspectives, le rôle des médias, Communiqué — PAGE 6, Antimilitarisme : Insoumission dans l'Aisne, Bernard Jaudon, Objectrices de conscience, Congrès de l'U.P.F. — PAGE 7, Société : Manifestation pour l'I.V.G., Inculpation d'une militante du M.F.P.F., Remise en cause des droits des femmes — PAGE 8, Dans le monde : Timor Oriental — PAGE 9, Dans le monde : Reagan et la rambologie — PAGE 10, Archives : A propos de Proudhon — PAGE 11, Expression : Programme de Radio-Libertaire, Préface de « Vivre avec le Coral », Théâtre, Note de lecture — PAGE 12, Société : Attaque contre la Sécurité sociale, Le beurre et l'argent du beurre, Expulsions, Chèque Radio-Libertaire.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

Liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD

Groupe du Gard : permanence au local situé 16, rue des Orangers, Nîmes, tous les 1^{er} et 3^e vendredis du mois de 17 h 30 à 19 h.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupes « Durruti » et « Pépin Cadavre » de Bordeaux : permanence tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HERAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).

débats

• DIJON

Le groupe de Dijon organise une réunion publique contre le délire sécuritaire mercredi 17 décembre, à partir de 20 heures, à son local : 61, rue Jeanne-Geannin, Dijon.

• MARSEILLE

L'exposition de la Fédération anarchiste sur la révolution espagnole est visible au local du groupe de Marseille (11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille) durant tout le mois de décembre, lors des permanences du samedi de 14 h à 17 h.

• VAL-D'OISE

Les groupes du Val-d'Oise organisent un premier meeting samedi 13 décembre, à 21 h, à la Maison de quartier « Les Vignes blanches », avenue Anna-de-Noailles, Sarcelles, sur le thème du délire sécuritaire. Un second meeting se déroulera à Argenteuil, à l'invitation de l'A.P.K., samedi 20 décembre (20 h), au 59, rue d'Ascq, sur le même thème.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

PARIS La sélection urbaine

La période actuelle, qui voit le capitalisme ne pas en finir de se débattre dans ses crises internes, exacerbe la logique du profit ; par l'organisation rationnelle de la précarité, celui-ci engendre un appauvrissement croissant et durable de couches de plus en plus larges de la population qui viennent progressivement grossir les rangs des « exclus » de tous ordres (exclus des loisirs, du savoir, du travail, du logement, de la nationalité...). Les actions et les organisations caritatives parviennent de plus en plus difficilement à adoucir ou à masquer cette situation sciemment organisée.

Ainsi, depuis plusieurs années, la situation des mal-logés ne fait que s'aggraver et l'hiver 1986-1987 sera marqué par un accroissement du nombre des sans-logis. Pour les familles dans cette situation, les foyers d'hébergement sont peu nombreux et le placement des enfants à l'aide sociale devient vite inévitable, source de déchirements et d'échecs scolaires. Mais également les possibilités de trouver un emploi s'amenuisent. L'étiquette « sans domicile fixe » se précise, avec tous les contrôles et tracasseries policières qui s'ensuivent. Et ce n'est certes pas la suppression prochaine de la loi de 1948 et de la loi Quillot qui laisse mieux augurer de l'avenir. Les processus qui condamnent les gens à devenir des parias sont source d'intérêts bien trop juteux pour l'immobilier. De Vénissieux au XX^e arrondissement de Paris, les exemples qui illustrent cette réalité abondent.

DANS le XX^e arrondissement de Paris, le quartier Charonne-Réunion fait l'objet d'un projet de réhabilitation dont la principale conséquence sera d'éjecter du quartier, et sans doute de Paris, une grande partie de la population aux revenus modestes. L'accès à un logement social est soumis à un minimum de revenus dans lesquels ni les allocations familiales ni les indemnités de chômage ne sont prises en compte.

Ainsi, parmi les habitants d'immeubles concernés par la réhabilitation, nombreux sont les chômeurs, les immigrés, les personnes âgées, les travailleurs précaires qui n'auront aucun accès à un logement et rejoindront la cohorte de tous ceux qui « galèrent » pour se loger à Paris aujourd'hui (voir ci-dessous). Une des toutes dernières solutions, c'est l'hôtel meublé, la plupart du temps insalubre, comme il en pulule tant dans Paris et sa proche banlieue.

En cas d'expulsion ou de sinistre, ces hôtels ne sont pas considérés comme lieu d'habitation permanent et leurs habitants ne peuvent donc prétendre être relogés. Or, comme c'est bizarre, depuis début septembre 1986, trois hôtels meublés ont brûlés dans le XX^e arrondissement. Le 3 septembre, un premier incendie criminel a fait 7 morts et 17 blessés, 35 rescapés ayant été hébergés provisoirement au centre Baudricourt (XIII^e) ; début octobre, un deuxième sinistre a eu lieu au 61, place de la Réunion ; le troisième incendie s'est déclaré rue Tlemcem le 27 novembre... Vous avez dit bizarre ?

La politique de la « terre brûlée »

L'incendie qui a éclaté dans le meublé du 61, place de la Réunion dans la nuit du 2 au 3 octobre, a provoqué la mort d'une personne, deux blessés graves et d'importants dégâts matériels. L'hôtel ayant été totalement évacué, de nombreuses familles — la plupart étrangères et avec des enfants en bas âge — se sont retrouvées sans domicile.

Dans un premier temps, le bureau d'aide sociale a fourni une aide financière variant de 300 à 1 600

francs selon le nombre d'enfants et a pris en charge les frais d'hôtels pour les tous premiers jours, sans qu'aucune solution n'ait été proposée au-delà. Des habitants du quartier, de tous âges et de toutes conditions (parents d'élèves, institutrices, travailleurs sociaux...), ont rapidement constitué un comité de soutien et, face à la carence et à l'inertie des pouvoirs publics, les familles sinistrées ont investi le 2 novembre un immeuble vide et inutilisé situé 67, rue des Vignoles.

Soixante-trois personnes occupent l'immeuble : 11 familles comprenant 21 adultes et 28 enfants, auxquelles s'ajoutent des chômeurs et des personnes en situation précaire. C'est collectivement et solidairement que la vie de l'immeuble est gérée, par des assemblées régulières où sont évoqués les problèmes quotidiens : travaux de réfection des appartements et des espaces communs, aménagement d'une crèche, installation d'une buanderie, etc.

Quant au nouvel acquéreur de l'immeuble, la société Kapa (marchand de biens et spéculateur), elle assigne les occupants samedi 22



Communiqué

Pour sortir du faux pas dans lequel il s'est engagé, le gouvernement tente de discréditer le mouvement des étudiants et des lycéens. Il cherche par ailleurs des boucs émissaires et veut faire oublier qu'il a l'initiative de la violence, un mort et de nombreux blessés graves.

Ainsi l'opinion publique aura constaté que la violence sauvage est aujourd'hui exercée par les bandes armées du ministère de l'Intérieur, entraînées au combat de rue.

Ces manœuvres grossières ne sauraient servir à dégager la responsabilité du gouvernement quant aux événements graves qui se sont produits. Provocations et manipulations n'y changeront rien. Les problèmes posés par les étudiants et les lycéens demeurent.

Fédération anarchiste

novembre dans le but bien évident d'obtenir leur expulsion avant le 1^{er} décembre, début de la « loi d'hiver » qui interdit les expulsions jusqu'au 15 mars. Il aura fallu trois audiences, le soutien des habitants et des écoles du quartier, tout un travail d'information pour en arriver à un délibéré qui a été rendu le 2 décembre, laissant aux occupants du 67, rue des Vignoles un hiver de répit.

S'organiser pour vivre

Pour permettre aux occupants du 67, rue des Vignoles de vivre décembre, une association loi de 1901 s'est créée : « Un logement d'abord ». Elle regroupe des habitants de l'immeuble, des résidents du quartier... moyennant une cotisation annuelle qui varie entre 10 et 20 F suivant les possibilités. Son but est de soutenir les résidents de l'immeuble en intervenant pour les contacts avec les institutions et les nombreuses associations du quartier qui soutiennent concrètement cette action, les médias, et en apportant un soutien juridique.

L'association s'informe aussi sur les conditions actuelles de logement. Pour le dernier en date des incendies volontaires, celui de la rue Tlemcem (qui a fait 7 morts, dont 5 enfants), ce sont surtout les enfants de l'école voisine qui, en liaison avec le centre social du relais de Ménilmontant, ont réalisé un tract appelant à des réunions d'information, à la solidarité matérielle (vêtements, dons, etc.) et à une manifestation d'enfants le samedi 6 décembre après-midi pour dénoncer le racisme qui est à l'origine de ces incendies.

L'incitation à la haine et à la discrimination raciale sont l'argument qui abrite à la fois financiers et politiques pour exclure de la cité les plus démunis, ceux qui font tache dans le miroir « clean » où la société libérale voudrait se contempler. C'est par la mobilisation de tous que peut se résoudre la situation scandaleuse du logement à Paris. Au besoin par l'action directe comme l'ont réalisée les habitants du 67, rue des Vignoles : réquisition des logements vacants !

Gérard COSTE

Association « Un logement d'abord », 67, rue des Vignoles, 75020 Paris (tél. : 43.71.21.72). Le Relais de Ménilmontant, 85 bis, rue Ménilmontant, 75020 Paris (tél. : 47.97.62.81). A noter également : Le Ménilmuche, local de l'A.S.P.I.C., 46, rue Ménilmontant, 75020 Paris.

La situation du logement à Paris et en région parisienne

Les mal logés. A Paris, le fichier central des mal logés regroupait déjà 70 000 personnes en février 1984 ; la moitié de ces personnes sont considérées comme prioritaires : expulsés, personnes handicapées, femmes seules ayant des enfants à charge, occupants d'immeubles déclarés insalubres. Malgré l'urgence de leurs cas, seules 10% d'entre elles sont relogées annuellement.

D'autres données sont aussi inquiétantes. Ainsi l'évolution du fichier régional des mal logés laisse apparaître que sur une période de trois ans (1980-1983), la population française des mal logés a augmenté de 47%, celle des étrangers de 58% (1). Ces chiffres ne peuvent qu'étonner lorsqu'on sait que près de 200 000 logements sont inoccupés dans Paris intra muros.

Problème d'urbanisation à Paris. Il y a seulement 10% environ d'H.L.M. dans le parc immobilier parisien. Dix-neuf projets de rénovation et de réhabilitation devraient favoriser la construction de logements sociaux pour les catégories les plus modestes. Un objectif de 5 000 logements sociaux par an est fixé, 10 362 logements aidés avaient été mis en chantier en 1971, ils ne sont plus que 3 037 en 1982 (1). « La plupart des opérations de rénovation urbaine n'ont pas concerné systématiquement les îlots les plus insalubres, mais toujours des îlots à bas statut social » (2).

D'autre part, pour louer un studio de 25 m², il faut compter 3 000 francs mensuels (3), alors qu'un chômeur indemnifié sur quatre a un revenu inférieur à 40% du S.M.I.C. (4). Avec la loi Méhaignerie, le prix de l'immobilier va atteindre des sommets vertigineux... et alors bonjour le logement populaire dans les quartiers de Paris !

- (1) « La Documentation française » n°116, « Regard sur l'actualité ».
- (2) Francis Godart, « La rénovation urbaine à Paris », éditions Mouton.
- (3) « L'Événement du Jeudi », 13 au 19 novembre.
- (4) « Le Monde », 9 mai 1986.

Editorial

Le mouvement de contestation étudiante, pour aussi important qu'il soit, ne doit pas occulter les autres problèmes rencontrés par telle ou telle autre partie de la population. Et ce d'autant moins que tous ces problèmes sont liés entre eux par une même logique : celle de l'inégalité, celle de l'exclusion.

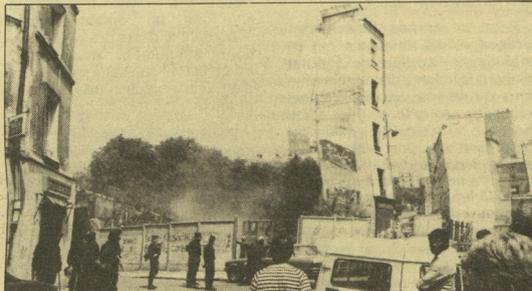
Exclusion des plus défavorisés et notamment des immigrés des quartiers populaires de Paris. C'est à coup d'incendies criminels que semble vouloir s'effectuer la réhabilitation du XX^e arrondissement. Et tandis que les enfants du quartier appelaient à une manifestation qui a rassemblé un millier de personnes le samedi 6 décembre, un nouvel incendie éclatait rue Robineau. Sur ces actes racistes, sur les victimes, aucune déclaration fracassante de Pasqua.

Exclusion des plus défavorisées avec le projet de non-remboursement de l'I.V.G. Mais à terme, c'est bien l'I.V.G. lui-même qui est visé, et avec lui toutes les femmes. Chirac peut bien déclarer qu'il n'a pas l'intention de revenir sur ce droit acquis par des années de lutte. Il ne fait qu'exprimer un point de vue personnel qui, en aucun cas, ne saurait engager le Parlement.

Exclusion du droit à l'information, par la récente nomination de proches du R.P.R. à la direction des chaînes de télévision, exclusion croissante du droit au travail et à la protection sociale... Toutes ces mesures font partie d'une même attaque globale de l'Etat contre la société.

Pour les anarchistes, c'est en insistant sur la complémentarité des luttes à mener simultanément dans tous ces domaines, en œuvrant pour leur nécessaire coordination, que le mouvement social doit trouver sa force et son expression.

Ce ne sont pas les tentatives — à grand renfort de provocateurs — pour tenter de nous criminaliser, ni les agressions fascistes contre nos locaux, qui nous détourneront de ce combat pour une société égalitaire.



Communiqué

La Fédération anarchiste dénonce l'agression dont a été victime la librairie du Monde libertaire, siège de Radio-Libertaire. Les dernières déclarations de certains médias et partis politiques de droite, visant à attribuer les provocations de la nuit du 6 au 7 décembre aux anarchistes, incitent des extrémistes de tout poil à s'attaquer aux radios et aux journaux qui se font l'écho de la lutte des étudiants.

Les libertaires ne céderont pas aux provocations et continueront à assumer une solidarité active au mouvement étudiant et lycéen.

Fédération anarchiste



MOUVEMENT ÉTUDIANT ET LYCÉEN

Où en est l'apolitisme ?

ENTRE le 27 novembre et le 4 décembre, le mouvement étudiant et lycéen a incontestablement mûri. Atteignant d'emblée une ampleur insoupçonnée, ce mouvement s'est unifié autour de deux idées dominantes : rester sur le terrain de l'université, du projet Devaquet, des problèmes exclusifs de la jeunesse étudiante et corollairement se revendiquer strictement de l'apolitisme.

Une semaine plus tard, après les violents affrontements décidés par le gouvernement, le mouvement s'est durci et radicalisé face à l'incompréhension méprisante qu'il a rencontrée auprès des pouvoirs publics. Les événements qui ont décidé de cette évolution, leur cause et leur signification méritent d'être analysés, et en tout premier lieu par le mouvement étudiant lui-même, s'il veut continuer à éviter les différentes formes de dérapage et de récupération dont la pression se fait de plus en plus insistante.

Apolitisme est le maître-mot qui revient sur beaucoup de lèvres parmi les jeunes qui défilent quotidiennement dans la rue contre les projets Monory et Devaquet.

Étrange qualificatif pour un mouvement dont la première manifestation avait pour point d'arrivée l'Assemblée nationale, lieu tout de même plus chargé politiquement, on en conviendra, que le Jardin des plantes. Et une semaine plus tard, c'est au cri de : « Non, non, non, à ce gouvernement, qui vire les immigrés, maîtres les étudiants ! ». Alors, au-delà de la déclaration de principe, que recouvre cet apolitisme ?

Pour la grande masse des lycéens et des étudiants qui se mobilisent aujourd'hui, c'est d'abord la volonté clairement affirmée de ne pas voir leur combat récupéré par telle ou telle force politique ou syndicale. Et cela s'est concrétisé par une remarquable œuvre d'auto-organisation : chaque université compte un comité de grève élu en assemblée générale et des représentants à la coordination nationale, émanation des comités de grève (5 par fac). Les structures syndicales sont donc complètement écartées. Cela a permis jusqu'ici au mouvement de rester remarquablement unitaire et beaucoup plus représentatif que s'il avait fonctionné en



en bref...en bref...

• Cinq ans après le coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne, la commission culturelle de la C.N.T.F. organise la projection du film réalisé à l'initiative de Solidarnosc « Ouvriers 1980 ». Cela se passera au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, le 13 décembre, à 20 h 30. La projection sera suivie d'un débat.

• Le samedi 13 décembre, au local du C.I.R.A., Alain Beitone de l'École émancipée fera un exposé sur la crise du syndicalisme. C.I.R.A., 5, rue des Convalescents, 13000 Marseille cedex 13.

intersyndicale. Il faut savoir en effet que seulement 10% des étudiants votent aux élections universitaires. Bien sûr les comités de grève subissent les diverses tentatives de noyautage de militants syndicaux, présents à titre individuel ou même sous l'étiquette « non-syndiqué » ! Mais, globalement, les étudiants ont su rester vigilants, même si certaines structures localement commencent à échapper au contrôle des A.G.

Un refus du politique ?

Mais au-delà de cette volonté de s'opposer à la récupération politique, y a-t-il refus d'inscrire la lutte dans un combat politique débordant le cadre des revendications strictement étudiantes ? Force est de constater que sur ce plan une évolution rapide s'est produite.

Durant la mobilisation pour la manifestation du 27 novembre, on pouvait craindre que le mouvement reste à ras d'université. A Nanterre, un représentant du personnel déclarant que le projet Devaquet s'inscrivait dans un projet global de société s'est fait huer. Les membres du gouvernement Chirac s'imaginaient que, dans un contexte de libéralisme à tout va, la réforme Devaquet, parfaitement intégrée à ce qu'on pensait être l'idéologie dominante, passerait comme une lettre à la poste. Pas plus que la gauche, ils ne s'attendaient à la mobilisation massive, spontanée, déconcertante des étudiants de toute la France. Depuis le début de la contestation, la stratégie gouvernementale et celle de l'opposition parlementaire peuvent se résumer à une série de tentatives de récupération pour prendre ou garder le pouvoir.

Autonomie du mouvement

Cette première prise de conscience a été rapide. Revenir en arrière signifierait la fin des chances du mouvement pour aboutir. Seul l'élargissement de la contestation permettra de mobiliser davantage en dehors du cadre universitaire. Mais les jeunes devront éviter alors les écueils des récupérateurs politiques qui n'attendent également que cela. Ils y parviendront s'ils parviennent à préserver l'autonomie de leur mouvement. A ce titre, les risques de dérapages résident notamment dans la multiplication des manifestations qui, à mesure que le mouvement s'élargit, s'élargissent également.

Le dimanche 7 décembre, Pasqua avait beau jeu d'accuser les

« gauchistes et anarchistes de tous poils et de toutes nationalités » des violences de la nuit précédente — violences qui servaient le pouvoir et qui expliquent le temps mis par la police avant d'intervenir (4 heures).

L'après-midi même, en tête de la manifestation qui a dégénéré, on pouvait voir Pommateau, Harlem Désir, et quelques autres du staff du P.S. Ce sont eux qui ont dirigé la manifestation vers la place d'Italie, curieusement noire de C.R.S., puis vers l'Hôtel-de-Ville, tout aussi occupé par le même comité d'accueil ; dès lors après la mort d'un manifestant, la veille, les affrontements étaient inévitables. La manœuvre visant à diviser le mouvement étudiant, pour l'amener à composer soit sur la base du gouvernement soit sur celle du P.S., est limpide, et nous la dénonçons. A la spirale de violence décidée par l'Etat, ceux qui sont au pouvoir ou ceux qui rêvent d'y revenir, il faut répondre par l'intelligence. Les étudiants, et parmi eux les camarades libertaires, durement éprouvés par cette violence, n'ont rien à y gagner, hormis le discrédit. Ne roulons pas pour les politiciens !

DENIS
(Gr. Sabaté)

LES POLITICIENS FACE À LA CRISE

Stratégies de récupération

« **N**OUS nous attendions à toutes sortes de contestations, mais nous n'avons pas vu venir le gros coup, du côté des universités. » Les membres du gouvernement Chirac s'imaginaient que, dans un contexte de libéralisme à tout va, la réforme Devaquet, parfaitement intégrée à ce qu'on pensait être l'idéologie dominante, passerait comme une lettre à la poste. Pas plus que la gauche, ils ne s'attendaient à la mobilisation massive, spontanée, déconcertante des étudiants de toute la France. Depuis le début de la contestation, la stratégie gouvernementale et celle de l'opposition parlementaire peuvent se résumer à une série de tentatives de récupération pour prendre ou garder le pouvoir.

La manifestation du 27 novembre pouvait tromper son monde : la gauche espérait engager une bataille parlementaire du type de celle de l'école « libre », remobiliser les masses sur le thème de l'université et en encaisser gaillardement les bénéfices électoraux. Or, la grève des étudiants, immédiatement rejoints par les lycéens, a obligé la gauche à changer de stratégie. Voyant que la bataille parlementaire ne pouvait plus avoir grand impact, il s'agissait de récupérer le mouvement sur le terrain même des universités.

Les articles qui composent ces deux pages ont été réalisés à partir de témoignages, d'informations, d'articles envoyés tant de Paris que de province par des étudiants libertaires ou proches de nos idées, partie prenante du mouvement étudiant en permanente évolution.

Par une synthèse de ces différents fragments, nous avons voulu dégager une vision d'ensemble sur les perspectives et les problèmes rencontrés par les étudiants en grève durant la période du 27 novembre au 7 décembre.

Le comité de rédaction

Les lycées techniques aussi !

EH oui ! Même les lycées techniques sont en grève. Les élèves ont compris que la loi Devaquet les concernait eux aussi. Directement, pour les lycéens qui espèrent passer en première de réadaptation, puis en faculté. Indirectement, pour ceux qui ont pris conscience que, contrairement aux facultés, les lycées techniques étaient déjà à la merci des employeurs.

Cette réalité a d'ailleurs posé des problèmes à ceux qui, désireux de faire grève, sont confrontés non à des enseignants mais à des patrons. La mobilisation est donc plus difficile — et plus méritoire — parmi les élèves des lycées techniques que dans les lycées « classiques » et les facultés. Il serait d'autant plus désolant de voir les lycées professionnels devenir les parents pauvres de la révolte étudiante.

ARNAUD (militant F.A., C.L.E.A. de Créteil)

Par le biais d'organisations proches, tels l'U.N.E.F.-I.D. et S.O.S.-Racisme, le Parti socialiste pensait pouvoir infiltrer le mouvement, présenter une éventuelle victoire des étudiants comme étant sa victoire et enfoncer profondément le clou « Chirac, on s'en souviendra en 88 ». Dans cet ordre d'idées, placer Isabelle Thomas en figure de proue du mouvement paraissait particulièrement judicieux.

Le gouvernement Chirac, quant à lui, espérait sauver les meubles et même placer quelques billes dans cette affaire. Lors de sa prestation télévisée du 1^{er} décembre, le Premier ministre jouait la fermeté sereine (à défaut de la force tranquille). Calmer le jeu, repousser le débat suffisamment longtemps pour lasser les contestataires, pouvait lui permettre d'une part de renforcer son autorité (en ne cédant pas sur l'essentiel) et, d'autre part, faire figure d'homme politique responsable et serein.

Leçon de démocratie

Or, l'immense manifestation du 4 décembre a été dispersée violemment, tandis que Monory répétait qu'il ne renoncerait pas à son projet. La politique gouvernementale a été on ne peut plus claire : les démocrates du Rassemblement pour la République ont délibérément tru-

qué les chiffres, réprimé les manifestants avec une violence stupéfiante, ignoré superbement le droit à l'expression. Espéraient-ils ainsi les faire taire pour longtemps, tandis que les électeurs de droite applaudiraient cette démonstration de force ?

Notre gouvernement est décidément un fin stratège. Car les étudiants, durement secoués par cette première leçon de démocratie, ont définitivement radicalisé le mouvement. Les blessés graves de la manifestation de jeudi dernier, puis l'assassinat du jeune Malek Oussekin, ont sans doute détourné les étudiants de la contestation « sage », bon chic bon genre, où on espérait les cantonner. En moins d'une semaine, le « symbole » Isabelle Thomas s'est périmé.

De fait, les chances du gouvernement sont bien minces de limiter les dégâts, même en faisant sauter le fusible Devaquet. On comprend fort bien l'ambiance morose de la fête anniversaire du R.P.R. Il est aussi possible que Chirac mise délibérément sur une radicalisation violente du mouvement pour pouvoir ensuite se targuer d'avoir maté les dangereux extrémistes. Ce piège à cons a si bien fonctionné en 1968 !

Quant à la gauche, elle est loin d'abandonner ses espoirs de récupération. Certes, elle s'est discréditée aux yeux de milliers d'étudiants lors de la manifestation du 4 décembre, lorsque les leaders de l'U.N.E.F. appelaient au « paisible Woodstock » durant les charges de C.R.S. Mais il lui reste la possibilité — immédiatement exploitée — de jouer les pleureuses, d'exprimer aux étudiants son hypocrite soutien, de laisser sous-entendre que jamais, sous un gouvernement de gauche, de tels événements ne pourraient se produire. Un seul obstacle à ce programme : les étudiants semblent de moins en moins disposés à s'en laisser conter. Et c'est peut-être dans ce refus de toute forme de récupération que se trouve leur force.

PASCALE

Communiqué

Nous avons appris avec stupeur les actes de violence sauvages, dont a été victime François Rigal, 21 ans, étudiant en géographie, par ailleurs militant de la Fédération anarchiste.

Venu exprimer pacifiquement, le jeudi 4 décembre, son opposition au projet Devaquet, il a subi des traumatismes graves, dont la perte d'un œil, suite aux provocations policières.

La Fédération anarchiste s'élève vivement contre l'attitude extrémiste et irresponsable du gouvernement et exprime sa solidarité envers toutes les victimes et leurs familles touchées par la répression.

Fédération anarchiste

MOUVEMENT ÉTUDIANT ET LYCÉEN Quelles perspectives ?

CULTIVER l'idée mythique d'un mouvement spontané, émergent comme la génération du même nom, offre par delà un aspect démagogique particulièrement crapuleux l'insigne avantage de préparer toutes sortes de manipulations. Les organes de presse à la solde des différentes formations parlementaires se sont livrés sans frein à cet exercice durant ces derniers jours. Du *Figaro* qui traite les étudiants de manipulés « de la tête à la semelle » au *Matin* qui « découvre » l'existence des libertaires dans les facultés, les exemples abondent. Et nous ne sommes pas nés au point de créditer ces journaux de la moindre parcelle d'honnêteté.

Car si le mouvement étudiant s'est d'emblée organisé de manière autonome et sur les bases d'un apolitisme qui reste à préciser, c'est pour réaliser sa propre unité et refuser le jeu des querelles et stratégies d'appareils (cf. art. ci-dessous). Pour autant les organisations syndicales et politiques n'ont jamais été

absentes du combat contre le projet Devaquet. Outre l'action d'information et d'explication menée par l'U.N.E.F.-I.D., la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (C.L.E.A.) organisait des réunions d'information dès le mois de juin et la Coordination libertaire étudiante créait un collectif anti-Devaquet en septembre. Mais les militants ont vite compris la nécessité de se fonder dans le mouvement, sous peine de s'en voir exclus. Bien évidemment les tentations à jouer les sous-marins ne manquent pas chez certains, mais si depuis 15 jours aucune n'a abouti c'est en grande partie parce que le mouvement, refusant toute perspective préalable, s'est appliquée au fil de l'évolution des événements à découvrir lui-même, de manière très pragmatique, ses propres perspectives.

Vers une vision globale

Peu de slogans politiques, au départ, et des préoccupations qu'on

pourrait aisément qualifier de corporatistes, si la présence massive des lycéens n'attestait une contestation plus générale, étendue au système éducatif dans son ensemble, aux valeurs de sélection et d'exclusion qui dominent le système libéral. Avec le « dialogue » infligé par le gouvernement le jeudi 4 décembre, l'espoir naif, un moment caressé par de nombreux manifestants, du retrait pur et simple du projet Devaquet, volait en éclats. L'issue favorable aux revendications étudiantes dépendait dès lors de l'élargissement du conflit. La marge se rétrécissait entre le pourrissement joué par le pouvoir et la molle alternance représentée par le P.S. De Chevenement à Monory, si la méthode change, la logique reste la même, et cinq années de pouvoir ont largement disqualifié les socialistes.

Après s'être adressé au personnel de l'enseignement, de nombreuses universités élargissent leurs contacts aux entreprises. De son côté, la population sympathise largement avec un mouvement qui représente l'espoir d'en finir avec la longue série d'échecs des luttes revendicatrices de ces dernières années. Si elle s'émue de la répression et se solidarise avec les étudiants, ce capital de sympathie risque de très vite s'épuiser à mesure que les affrontements vont se durcir. Quoi qu'il en soit, le consensus aujourd'hui est brisé.

Par ailleurs, le projet Devaquet n'est qu'une partie du programme libéral annoncé par le gouvernement. En janvier, c'est le code de la nationalité qui sera à l'ordre du jour et qui concerne la jeunesse immigrée dont une grande partie est d'âge scolaire ; c'est aussi les remises en cause de la Sécurité sociale, des droits des femmes à l'avortement, les « petits boulots », toutes ces causes de mécontentement qui touchent les jeunes, concernent le reste de la population tout autant qu'eux. Si le mouvement étudiant

parvient à contrôler l'engrenage de la violence décidé par l'Etat pour le marginaliser et le criminaliser, et à préserver son autonomie face aux partis de gauche dont la faillite n'est plus à démontrer, il peut s'achemi-

ner vers l'expression d'un mouvement de contestation plus large. C'est là que se situent les enjeux.

Gérard Coste
(Gr. Sabaté)

« La rage et la haine contre l'ordre bourgeois »

PARMI les blessés graves de la manifestation du 4 décembre se trouvait François Rigal, étudiant en géographie à Brest et militant du groupe anarchiste « Les Temps Nouveaux » (F.A.). Atteint en plein visage par une grenade lacrymogène envoyée en tir tendu, il a perdu un œil et risque de rester paralysé. Un autre étudiant de Brest, Eric Guellac, a du être amputé d'un orteil suite à l'explosion d'une grenade. Le vendredi 5 décembre, le père de François Rigal déclarait au micro de Radio France Bretagne-Ouest :

« Question : Savez-vous précisément ce qui s'est passé ?
« — Denis Rigal : D'après ce que j'ai entendu dire, François était assez loin des forces dites « de l'ordre » quand un C.R.S. a tiré à tir tendu une grenade lacrymogène qui l'a atteint en plein visage.
« — Q. : Quelle a été votre réaction, lorsque vous avez appris le drame ?

« — D.R. : L'abattement qu'on ressent dans ces circonstances. Et puis la haine, ou plutôt du mépris pour ceux qui ont choisi la violence. Parce que tout le monde le sait, lorsqu'il y a des violences dans une manifestation c'est toujours de la faute de la police. Lorsque le ministre de l'Intérieur disait, l'autre jour, que tout dépendait du calme des manifestants, c'était de l'hypocrisie. Il sait très bien, parce qu'il est mieux placé que personne pour savoir, que le fait qu'il y ait ou non des incidents dans une manif dépend uniquement de la politique et de l'attitude choisie par le ministère de l'Intérieur et les forces de police. C'est le ministère de l'Intérieur qui est responsable, et personne d'autre. Les Brestois qui sont allés à Paris n'y sont pas allés ni pour casser ni pour se battre, mais pour défendre l'avenir comme des milliers d'autres étudiants. Et ce n'est pas leur faute si cela a mal tourné. Mon sentiment, maintenant, non pas comme père mais en tant que militant syndical, c'est la rage et la haine de l'ordre bourgeois que j'avais à vingt ans et que je retrouve de plus en plus.
« Les militants du groupe « Les Temps nouveaux » tiennent à exprimer leur profonde émotion et leur soutien à la famille de la victime.

Correspondance « Les Temps Nouveaux »

Communiqué

Le gouvernement Chirac considère la lutte des étudiants et lycéens avec le plus total mépris. De plus, véritable provocation, son refus de retirer le projet Devaquet s'accompagne d'une attitude jusqu'au-boutiste et d'une répression policière sauvage.

Le bilan provisoire de cette attitude est déjà d'un mort et de plusieurs blessés graves.

La Fédération anarchiste dénonce le comportement du gouvernement qui, devant une situation qu'il a créée de toutes pièces, n'entend la régler qu'au moyen de la répression.

Le mouvement étudiant et lycéen doit rester autonome et compte tenu de la situation actuelle devrait élargir le débat et développer le rapport de force grâce à la participation de la population toute entière.

La Fédération anarchiste, considérant que l'école et la formation doivent être au service de tous, soutient et soutiendra l'esprit d'indépendance qui anime le mouvement aujourd'hui.

Fédération anarchiste

Revue de la presse

Les premiers échos de la contestation estudiantine sont apparus les 22-23 novembre. Ce jour-là, *Libé* titrait « Les abeilles ont le bourdon », mais signalait en pages intérieures que les étudiants jouaient « la force tranquille », comptant mobiliser jusqu'à 50 000 manifestants contre le projet Devaquet. Stupeur le lendemain 24 : 200 000 étudiants sont descendus dans la rue, accompagnés de quelques notables du P.S. Tout joyeux, *le Matin* titre « La gauche fait sa rentrée », de même que *Libé*, qui, en outre, consacre une pleine page au « symbole » de la manif : Isabelle Thomas, étudiante-modèle, déléguée de Villeneuve, adhérente à S.O.S.-Racisme, incarnant « un beau mélange d'idéalisme et de réalisme ». L'éphémère vedette est née, réduisant le mouvement à son aspect « bien-pensant ». Merci *Libé*.

Le 25, *le Figaro*, qui la veille avait commenté aigrement l'aspect politique de la manif, pense pouvoir enterrer la contestation, n'y accordant pas une ligne à la une. *Le Matin*, lui, titre sur la mobilisation des lycéens, tout en continuant à évoquer l'action des socialistes (1). 26 novembre : *Libé* prend le relais, titrant : « 68, c'est trop vieux, 86 c'est mieux ». En plus de la carte de France des facs en grève, *Libé* publie une photo — de plus — d'Isabelle Thomas et annonce que « P.S. et P.C. sortent la hache de guerre » à l'Assemblée nationale. Tout en insistant, bien sûr, sur le fait que les étudiants craignent la récupération.

Information

Le 27 novembre se tient l'immense manifestation de 500 000 étudiants devant l'Assemblée nationale. *Libé* leur consacre une pleine page à la une, titrant « la nouvelle vague ». Pour l'occasion, *July* se fend d'un édito intitulé : « Libéralisme, signal d'alarme » où il écrit que « les hommes du gouvernement actuel ont cru à tort que la défaite socialiste sur l'école privée sonnait le glas des visions élitistes et donc annonçait le triomphe du libéralisme ». Certes ! Mais ne vas pas t'imaginer, *July*, que les étudiants militent pour une vision étatiste. *Le Figaro*, lui, bien obligé de reparler des étudiants, fait le coup du mépris : « Ces jeunes gens qui craignent par-dessus tout d'être récupérés quand ils le sont déjà de la tête aux semelles, comme c'est attendrissant », écrit André Frossart. Le journal de Hersant

prend d'ailleurs les étudiants pour des cons à longueur de colonnes, expliquant, trois jours avant Chirac, que les étudiants n'ont rien compris.

Dimanche 1^{er} décembre : Chirac explique à la télévision qu'effectivement les étudiants n'ont rien compris, mais que ce n'est pas grave, on leur expliquera. Commentaires de la presse du 2 : *le Matin* s' imagine avoir fait un gros coup en invitant Isabelle Thomas à commenter l'interview de Chirac dans les locaux du journal. Il insiste d'autant plus sur cette pousse que la vedette n'a strictement rien de nouveau à dire. *Le Figaro* joue de la même forme d'esquive : il cite les pompes de Chirac « grand communicateur », « ferme et serin », « dépassionnant le débat avec autorité », mais ne parlant guère de l'essentiel : la détermination des étudiants à faire annuler le projet Devaquet. *Le Monde*, lui, souligne les incohérences du discours de Chirac et analyse l'attitude des syndicats étudiants « qui se sont largement effacés devant la masse des non-syndiqués, tout en orientant et en accompagnant le mouvement, ce qui contribue à rendre imprévisible la réponse que les manifestants apporteront au gouvernement ».

Récupération

Le 3 décembre, *le Figaro* et *Libé* titrent sur les misères de Reagan, tout en évoquant les préparatifs de la manifestation (*le Figaro*, qui a dégoté des étudiants non-grévistes, leur rend un vibrant hommage). *Le Matin*, lui, accorde un édito chaleureux aux étudiants qu'il qualifie de « vrais adultes », refusant toute récupération. Or si la gauche n'est pas parvenue à récupérer totalement le mouvement, elle serait injuste de s'en prendre au *Matin* qui a tout fait pour. Le 4 décembre, *le Canard enchaîné*, lui, qui la semaine précédente avait adressé un édito paternel aux étudiants (du style : c'est pas la saison, s'il pleut sur la manif vous allez prendre froid) jubile, ironisant sur Devaquet « vierge et martyr », exhortant les étudiants à ne pas lâcher prise et rappelant avec gourmandise les dernières conneries — en date — de Chirac.

Les journaux du 4 décembre sont tous consacrés à la préparation de la manif. Les journaux de gauche détaillent toutes les hypothèses — sauf celle du refus de modifier quoi que ce soit, et de dégager des centaines de milliers d'étudiants à coups de lacrymos). *Libé* annonce discrète-

ment la veste ramassée par Isabelle Thomas à la coordination étudiante en rendant les « gauchistes » responsables. Etrangement, la lecture du *Figaro* du 4 paraît, une fois de plus, prémonitrice. « Que peut bien penser un jeune d'entre quinze et vingt ans en entendant M. Devaquet déclarer : nous attendons la manifestation de jeudi pour arrêter notre position ? Réponse : c'est gagné. Et Max Clos d'inciter le gouvernement à plus de fermeté. Jusqu'à nouvel ordre, c'est bien Chirac et Devaquet qui ont gagné.

Désinformation

Le Monde, enfin, décrivait à la veille de la manifestation les états d'âmes d'Alain Devaquet, ministre délégué « centriste », « modéré », bien mal à l'aise au sein de son gouvernement... On s'en doute.

La presse quotidienne du matin a fait un bel effort pour publier, dès le 5 décembre, les principales informations de la nuit. La palme revient peut-être au *Matin* qui, outre une bonne couverture, publie un article sur Nanterre-Libertaire, et fournit une bonne analyse de l'apolitisme de la jeunesse. Quant au P.S., écrit Kathleen Evin, un jeune manifestant dûment badgé S.O.S.-Racisme explique : « Si on était vraiment, mais alors vraiment obligés de choisir, alors ce serait le P.S. parce que c'est le moins pire ». Qui prendra cela pour un compliment ? *Libération* compte les blessés, fait le point de toutes les manifestations provinciales, dénonce l'intoxe du gouvernement tentant de mettre les violences de la soirée sur le compte de « provocateurs d'extrême gauche ». *Libé* fait même état du conflit des étudiants au sujet du podium, continuant ses flonflons pendant que la police chargeait. Enfin, *le Figaro* réalise dans son numéro du 5 décembre des prouesses d'ignominies et de mensonges, présentant les manifestants comme d'une part de braves imbéciles n'ayant rien compris à rien, d'autre part comme des pros de la guérilla, « casqués, le visage caché derrière des foulards, porteurs de barres de fer », contre lesquels les malheureux C.R.S. ont été bien obligés de se défendre.

Mais que la presse déforme ou informe, souhaitons avant tout que la révolte des étudiants lui donne pendant encore longtemps sujets d'articles.

PASCALE

Le prix de l'insoumission dans l'Aisne

L'AISNE, chacun le sait, est un département fortement marqué par l'armée. Avec le stationnement à Couvron d'engins porteurs d'armes nucléaires, il est de notoriété publique que les pouvoirs civils y sont sous la tutelle de la gente galonnée.

Les directeurs des administrations ou des gros centres sont presque toujours choisis parmi d'anciens militaires. Rappelons les remous causés par la nomination de M. Imbert, ancien lieutenant-colonel, à la tête de l'hôpital de Prémontré. Dans ce contexte, connaissant l'indépendance de la justice française par rapport au pouvoir politique, Bruno Guilloré, un libertaire de Soissons, poursuivi pour le délit d'insoumission en temps de paix, s'attendait à « casquer dur ».

L'itinéraire de Bruno est classique. Libertaire, il n'est pas ques-

l'audience a finalement lieu le 9 octobre 1986. Le groupe de la Fédération anarchiste d'Anizy-le-Château y était.

Bruno Guilloré, éducateur en « milieu ouvert », s'il ne bénéficie pas d'une grosse mobilisation, a pour témoin Mme Isabelle Serres... juge pour enfant auprès du Tribunal de grande instance de Laon et son avocat n'est autre que Jean-Jacques de Félice, bien connu des lecteurs du *Monde libertaire*. Cela promettait !

Ce fut dans une ambiance « très sereine » et quelquefois « bon enfant » que se déroula cette audience. La présidente du tribunal, Mme Lefebvre posant question sur question, avec beaucoup d'intérêt, pour essayer de comprendre comment « un homme si posé » dont la « moralité » et le « sérieux du travail » était établi, et avec quelle émotion, par une collègue à elle, pouvait refuser tout

avez du effectuer votre service national... », essaya de rétorquer la présidente à l'avocat de Félice dont la plaidoirie avait pour le moins marqué ce tribunal de province. De Félice évoqua alors, avec un sourire amusé, une page de son passé... il avait été objecteur de conscience, lui aussi, il y a quelques années déjà...

Le procureur demanda un mois avec sursis, assorti d'une mise à l'épreuve, et un mois pour régulariser la situation (obligation du service civil). Le Tribunal correctionnel de Soissons délibéra de suite... sentence : 3 mois avec sursis. Ah ! province, France profonde. Allez comprendre ce qui se passe en votre âme et conscience ! Derrière leurs barbelés et sous les phallus gigantesques de leurs chars, quelques militaires s'en frottent encore la tête.

Gr. Anizy-le-Château



tion pour lui d'assurer « un service national », même civil. Il demande toutefois le statut d'objecteur de conscience compte tenu des luttes passées que représente ce statut. Il l'obtient en juillet 1983. Bien sûr, il ne se rend ni à la « visite d'incorporation » (en juin 1984) ni aux diverses convocations et autres « ordres de route ». Le 5 mai 1986, le procureur d'Amiens lui adresse une dernière requête : un mois pour rejoindre son affectation. Puis c'est la citation à comparaître devant le Tribunal correctionnel de Soissons pour le 28 août. Suite à un report,

net le service national armé et le service civil, en affirmant qu'il n'était redevable de rien envers l'Etat.

De Félice fit comme d'habitude une plaidoirie très brillante sur l'évolution de la loi pour l'objection de conscience, sur le fait que des hommes comme Bruno Guilloré en assumant la responsabilité de leur insoumission faisaient évoluer la loi vers plus de justice et plus de respect des droits de l'homme... Bref, il voulait la relaxe, pas moins !

« Mais vous-même, Maître, quand vous aviez vingt ans, vous

Jaudon libre mais pas relaxé !

BERNARD JAUDON a été libéré jeudi 4 décembre, après deux mois d'emprisonnement. C'est une première victoire, mais est-il pour autant libre définitivement ? Non, condamné une seconde fois à un an d'emprisonnement le 31 octobre (voir M.L. précédents), les autorités n'attendent que le résultat de son procès en appel, qui aura lieu le 18 janvier, pour le faire reconduire en taule.

Il est donc plus que jamais nécessaire de ne pas relâcher la pression auprès de la Cour d'appel de Dijon, en écrivant à M. le président de la cour d'appel, Palais de Justice, 21000 Dijon, pour réclamer sa relaxe. On peut également protester auprès du ministère de la Justice, 13, place Vendôme, 75042 Paris (tél. : [16.1] 42.61.80.22).

En ce qui concerne sa situation professionnelle, puisque sa condamnation en tant qu'objecteur insoumis risque d'entraîner sa radiation de l'Education nationale, on nage actuellement en pleine ambiguïté : le ministère n'a toujours pas, semble-t-il, décidé de son sort, mais on lui refuse sur place de réintégrer son poste. Là aussi, vous pouvez agir en contactant les organisations, groupes, syndicats et personnalités de votre ville pour les informer et leur demander de réagir face à cette première interdiction professionnelle en France.

Georges HOST

Comité de soutien à Bernard Jaudon : c/o C.E.P., 44, rue Saint-Georges, B.P. 5006 Saint-Jean, 69245 Lyon cedex 01 (tél. : 78.37.42.77) et c/o Ecole émancipée, 16, rue Fournier, 71100 Châlogny.

Objectrices de conscience

POUR les raisons qui vont suivre, et par solidarité avec Jehan Guy, les membres féminins de la Liaison antimilitariste des Yvelines (L.A.M.Y.) (1) viennent de lancer une action originale qui a de grandes chances de devenir retentissante.

« Et nous, les femmes, disent-elles, comment manifester notre solidarité avec les objecteurs ? Nous qui, en temps de guerre, sommes mobilisables (ordonnances de 1959) ! Nous qui, depuis 1982-1983, pouvons prétendre aux carrières militaires... Comment manifester légalement notre refus des armes, des guerres, de la militarisation de la société ? (...) Réponse : Nous allons demander le statut d'objecteur. (...) »

Elles vous invitent donc à en faire de même. Voici le modèle de lettre proposé, que vous pouvez recopier et renvoyer à L.A.M.Y. Dès qu'il y aura un nombre suffisant de demandes, il en sera fait état devant le tribunal de Versailles, puis elles seront envoyées aux services compétents.

« Mlle, Mme...

« adresse

« le...

« A M. le ministre de la Défense
« Direction centrale du S.N.
« 8, rue Hyppolyte-Bottier
60209 Compiègne

« Monsieur le ministre

« En temps de guerre, les femmes-sont mobilisables (ordonnances de 1959). Depuis 1982, nous pouvons même prétendre aux carrières militaires. Les femmes n'ont par contre aucun moyen légal de manifester leur refus des armes, des guerres, de la militarisation de la société. Aussi, bien que je n'approuve pas la forme restrictive du statut actuel des objecteurs de conscience, je demande à en bénéficier.

« Amnesty International, qui a adopté plusieurs objecteurs insoumis français comme prisonniers d'opinion, et les instances européennes ont critiqué l'aspect punitif du statut imposé aux objecteurs de conscience de notre pays (2). Pour nous, l'objection de conscience n'est pas limitée au refus d'user personnellement des armes. Elle s'affirme comme une remise en cause du militarisme et une contestation de l'un de ses instruments essentiels : la conscription.

« Cette demande s'inscrit dans la protestation collective contre le procès qui frappe Jehan Guy, objecteur insoumis, devant le Tribunal correctionnel de Versailles, le 16 décembre 1986. Par cette demande, je me déclare solidaire de son refus des armes et des armées. Je m'élève contre la répression inique qui frappe en ce moment les réfractaires.

« signature...

Le procès de Jehan prévu pour le 16 décembre a été reporté, et nous vous en précisons la date exacte dans un prochain *Monde libertaire*.

Didier Le Bornec

(1) L.A.M.Y., 14, chemin des Sarrazins, 78250 Meulan.

(2) Dorothea Piermont, député européen (Verts allemands), sera le principal témoin de Jehan et parlera des aspects punitifs, dissuasifs, contraires aux Droits de l'Homme du statut français.

Congrès de l'Union pacifiste de France

LE congrès de l'Union pacifiste de France (U.P.F.) a eu lieu les 8 et 9 novembre à Paris. Au cours de ses travaux qui furent fructueux, une motion finale et deux motions spéciales ont été adoptées par l'ensemble du congrès.

La motion finale porte sur la militarisation de la société. Ainsi l'U.P.F., constatant que la course aux armements s'est poursuivie, sans jamais se ralentir, a décidé de poursuivre son travail en faveur du désarmement unilatéral tout en étant convaincue qu'une telle démarche se heurte en France à un conformisme de pensée, forgé par l'ensemble de la classe politique qui bloque tout débat réel sur la détente et le désarmement. L'U.P.F. insiste sur le fait que les réflexions sur ce thème, nombreuses dans beaucoup de pays, doivent être portées sur les médias.

Par rapport aux salons militaires, l'U.P.F. demande la suppression de ces manifestations et la mise en place d'une politique de reconversion des usines d'armement. Elle appelle toutes les organisations syndicales à se pencher sur la recherche d'une autre production.

Le nucléaire a fait également parti des débats de ce congrès, notamment en ce qui concerne l'accident de Tchernobyl, à propos duquel l'U.P.F. demande que toute l'information sur cette catastrophe soit faite, et réclame un arrêt des essais nucléaires en Polynésie. Sur le sujet du nucléaire, une des

motions spéciales porte sur le projet de construction de Soulainnes (Aude) et exige un arrêt du projet.

L'U.P.F. a également réaffirmé son attachement au droit à l'objection de conscience, fruit d'une longue lutte du mouvement pacifiste. Néanmoins, elle a insisté sur le fait que, bien que l'objection de conscience ait été reconnue par la législation française, ses modalités sont bien inférieures à ce que préconisent les instances européennes. L'U.P.F. dénonce notamment la possibilité de sanctionner les objecteurs par un retrait de leur statut.

L'U.P.F. soutient l'ensemble des réfractaires à l'armée et s'inquiète de la réappropriation qu'exerce l'armée sur la justice civile, en réincorporant de nombreux insoumis lorsque les peines prononcées lui paraissent insuffisantes. A ce propos, la seconde motion spéciale concerne la répression des objecteurs insoumis, notamment le cas de Bernard Jaudon condamné à 1 an ferme, au retrait du statut et à la privation des droits civiques. L'U.P.F. proteste contre cette condamnation et demande la suppression de son interdiction professionnelle.

L'Union pacifiste de France a clos son congrès en rappelant son soutien à tous les pacifistes qui, à l'Est comme à l'Ouest, luttent dans des conditions souvent très difficiles contre la guerre et pour les Droits de l'Homme.

MARTINE



La remise en cause des droits des femmes



LA menace qui pèse sur le droit à l'avortement avec la proposition de suppression du remboursement de l'I.V.G. est à replacer dans un contexte plus global de politique de la natalité et de politique familiale. Démographie, quand tu tiens les gouvernements, tu les tiens bien ! Le problème du taux de remplacement des générations est donc de nouveau à l'ordre du jour.

Le plan Barzach

Deux séries de mesures seraient prises dans le cadre du plan Barzach. L'une, fiscale, tendrait à « rétablir l'équité fiscale entre les couples mariés ou non », mais de fait elle désavantage les personnes élevant seules leurs enfants. Conclusion mesdames : gardez vos mecs chez vous, sinon vous paierez plus d'impôts ! D'autre part, elle favorise les familles à hauts revenus. On ne prête qu'aux riches, c'est bien connu !

La deuxième série de mesures porte sur les prestations familiales. Le gouvernement de gauche avait déjà fait très fort en la matière avec la création de l'allocation parentale d'éducation (1). L'allocation parentale s'étalerait sur trois ans, elle intégrerait les sommes (jusqu'à perçues séparément) d'aide aux jeunes enfants et il suffirait pour y avoir droit d'avoir travaillé pendant les dix dernières années au lieu de deux mois au cours des trente derniers mois précédant la demande, comme c'est le cas dans le texte de G. Dufoix.

Cela veut dire que l'on ne s'adresse plus aux femmes qui ont une situation professionnelle bien établie, mais à toutes celles qui connaissent la crise économique et le chômage. Mais, de fait, les femmes se sont peu laissées tenter jusque là par la perspective d'avoir un troisième enfant en grevant leurs possibilités professionnelles, d'où cette

transformation de l'allocation parentale d'éducation assortie d'une allocation de garde domestique (2 000 F) dont le montant est trop bas pour permettre qu'elle soit accessible aux défavorisés.

L'Etat grignote de tous les côtés : suppression du paiement par l'Etat des trois jours accordés aux pères lors d'une naissance. On prend plus d'un côté pour moins rendre de l'autre, mais cela se fait de manière très ciblée, on supprime des prestations familiales touchant des couches défavorisées pour financer une politique familiale incitant les femmes à rester dans un cadre familial traditionnel et à avoir un troisième enfant. Et encore, on incite au troisième enfant à la naissance, par la suite débrouillez-vous !

0, 1, 2, 3 enfants...

Nous baignons actuellement dans une ambiance pro-nataliste orchestrée par les pouvoirs publics, à grand renfort de campagnes publicitaires (re-produisons français !). Il n'est pas étonnant que dans un tel climat, les femmes stériles se sentent complètement marginalisées et fassent des pieds et des mains pour avoir un enfant à tout prix puisque tout par ailleurs les y pousse.

Pour appuyer notre propos, nous n'avons qu'à citer une partie des questions écrites à l'Assemblée nationale où un député du Front national, remarquant une augmentation constante des I.V.G. (2) et constatant qu'il y avait 20 000 demandes d'adoption pour 1 000 bébés susceptibles d'être adoptés, proposait tout bonnement de développer auprès du public une information sur les possibilités d'abandon d'enfant.

Qu'importe la manière dont les gens vivent avec les enfants pourvu que la démographie augmente. Pourtant, la question reste bien de savoir si on donne ou non aux gens les moyens d'avoir et d'élever des



enfants dans des conditions favorables. Nous n'avons que faire de leur courbe de natalité et nous entendons bien vivre comme nous le désirons.

Rien n'est jamais acquis

La dernière attaque en date aux droits des femmes, la proposition de supprimer le remboursement de l'I.V.G. arrive pour conclure le tout. L'argument adopté par la droite et l'extrême droite est de dire qu'il faut « promouvoir une responsabilité individuelle », cela signifie que décider de se faire avorter est un choix de conscience individuel, donc le coût doit en revenir à la personne et ce n'est pas aux contribuables de payer.

Ceci est scandaleux à plusieurs titres ! Tout d'abord, le remboursement garanti l'égalité de toutes les femmes et permet de limiter les pratiques financières douteuses ainsi que les pratiques abortives artisanales et dangereuses. Mais, au-delà des problèmes économiques, c'est le problème de la reconnaissance sociale que les femmes ont un corps et notre corps, ce n'est pas celui qui s'affiche sur les magazines pornographiques, mais ce corps violenté au quotidien.

Au nom de quoi l'Etat pénaliserait-il les femmes sur l'avortement

alors que de l'autre côté l'information sur les méthodes contraceptives est toujours interdite, que ces méthodes peuvent s'avérer être défectueuses et que le financement de la recherche sur les méthodes contraceptives masculines et féminines est dérisoire.

Le fond du problème reste que nous réclamons le droit à l'erreur. Ne pas reconnaître le droit à l'avortement dans son entier équivaldrait par exemple à ne pas reconnaître à un travailleur un accident de travail sous prétexte qu'il était fatigué. C'est du même ordre ! Et c'est pourquoi nous continuerons de réclamer la gratuité de l'I.V.G., son extension aux femmes immigrées et aux mineures sans autorisation parentale.

Monique FIGAROL

(1) Elle a pour but de « permettre à l'un des parents de s'arrêter de travailler pendant un an ou deux ans pour élever son troisième enfant ».

(2) Contrairement à ce qu'affirme le député du F.N., le nombre d'I.V.G. n'est pas en augmentation constante. Le Front national s'obstine à utiliser des chiffres partant de 1975 (année pendant laquelle fut légalisée l'avortement) à 1983 (date du remboursement de l'I.V.G.), pour dénoncer la législation. Les chiffres du Planning familial sont les suivants : 134 173 I.V.G. en 1976 à 182 862 en 1983, puis 173 600 en 1985.

Inculpation d'une militante du M.F.P.F.

ALICE, militante au Planning familial de Metz a été inculpée en juin 1986 sous le motif d'incitation à l'avortement. En octobre 1985, un jeune couple (elle : 19 ans, et lui : 17 ans) se présente dans divers lieux afin de trouver une personne qui puisse les renseigner sur la pratique de l'avortement. Le problème principal était qu'elle se trouvait enceinte de 17 semaines. Les délais légaux en France pour réaliser cette intervention étant de 12 semaines, l'avortement est donc impossible sur le territoire national. A noter que ce délai est de 24 semaines en Angleterre et de 20 en Hollande, ces pays auraient-ils moins de respect pour la vie que nous qui par ailleurs vendons des armes, des centrales nucléaires, etc. ?

Cette jeune femme a rencontré une assistante sociale qui, face à la situation, lui a donné l'adresse du Planning familial de Metz. Elle a également consulté un gynécologue (femme) de Thionville qui déclina, par la suite, avoir écrit une lettre à l'attention de médecins anglais pour recevoir sa patiente. A Metz, après s'être entretenue avec elle, Alice (militante au Planning) lui donne l'adresse de la clinique Partnien à Londres.

Tout pourrait s'arrêter là si les parents ne s'étaient pas inquiétés du départ de leur fils (mineur) et n'avaient pas demandé aux gendarmes, malgré une longue lettre explicative de ce départ pour l'Angleterre, de le leur ramener dans les plus brefs délais. Conclusion : ils ont été tous les deux stoppés à la frontière car elle a refusé d'y aller sans lui et a donc accouché quatre mois plus tard.

On peut se demander pourquoi Alice ne fut inculpée que neuf mois plus tard car dès octobre 1985, de par les informations laissées par le couple aux parents, elle aurait pu être poursuivie. On ne saura vraisemblablement jamais qui a ressorti ce dossier du placard : les gendarmes, le Parquet ?

On constate simplement que ce fait intervient après les législatives de mars dernier et qu'il s'inscrit parfaitement dans la politique pro-nataliste et la philosophie de la « femme au foyer » du gouvernement afin de réduire le nombre des demandeuses d'emplois, les femmes étant les plus touchées par le chômage. Toujours en ce sens, actuellement à l'Assemblée nationale, quatre-vingt-six députés ont signé une motion visant à supprimer le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale. Une trentaine de députés

formant un groupe parlementaire trop connu et trop reconnu va jusqu'à mettre en cause sa législation.

L'instruction du dossier d'Alice a commencé le 2 décembre. Monique Antoine, avocate du Planning familial, s'est chargée de la défense. Des actions de solidarité ont été lancées, notamment tous les militants et militantes du Mouvement français pour le planning familial (M.F.P.F.) ont envoyé au juge d'instruction une déclaration de culpabilité pour les mêmes motifs. L'enjeu du procès est assez important et il faut développer ce soutien afin d'obtenir l'acquiescement ou une peine dérisoire pouvant faire jurisprudence dans la probabilité d'autres cas.

En soutien, retournez la déclaration suivante, signée, au M.F.P.F., 4, square Sainte-Irénée, 75011 Paris : « Solidaires(s) des deux militantes traduites en justice pour avoir donné des adresses de cliniques anglaises à une jeune femme ayant dépassé les délais d'I.V.G. en France, je (nous) proteste (protestons) contre ces inculpations et tiens (tenons) à affirmer notre soutien à l'action de ce mouvement et de ses militants. Nom, date et signature. »

ISABELLE

Manif pour l'I.V.G.

« REMBOURSEMENT de l'I.V.G., on s'est battu, on a gagné, Chirac, Barzach faut pas nous provoquer ! ». Environ deux mille personnes ont défilé mercredi 3 décembre de Montparnasse à Saint-Germain-des-Prés, en scandant ce slogan. Deux mille personnes, c'est peu et c'est déjà beaucoup lorsqu'on considère le peu d'information qui a pu être fait pour cette manifestation organisée dans des délais très courts. La plupart des organisations féministes encore existantes étaient présentes, ainsi que diverses organisations politiques, femmes du P.S. en tête ! Faudrait-il voir là, de leur part, une rupture avec la pratique de la négociation de couloir ? Rien n'est moins sûr !

Les 4 et 5 décembre, des parlementaires de droite et d'extrême droite amenaient à l'Assemblée nationale le débat sur la proposition de la loi visant à supprimer toute possibilité de remboursement des I.V.G. à caractère non thérapeutique, que ce soit par la Sécurité sociale ou par les mutuelles. Cela revient à mettre en cause directement le droit à l'avortement, en plaçant les femmes dans une situation d'injustice sociale en revenant sur les acquis sociaux obtenus après des années de lutte, en attentant aux droits des femmes de vivre librement leur sexualité et de disposer de leur corps comme elles l'entendent.

« Le libéralisme, ça tue les libertés, ils veulent tout nous faire payer ! », la proposition de suppression du remboursement de l'I.V.G. arrive dans un contexte de crise : 60% des « nouveaux pauvres » sont des femmes seules élevant leurs enfants, avec un chômage croissant touchant de manière aigue les femmes et une politique familiale qui prend des airs de retour à l'ordre moral.

La droite et l'extrême droite ont toujours été main dans la main en ce qui concerne la politique nataliste et ce ne sont pas les dernières déclarations de Chirac qui vont nous rassurer. Il sent le vent souffler, l'« asticot », et se dit que ce n'est pas le moment d'accumuler contre lui des mouvements d'opposition qui par leur nature sont conduits à converger. Il est difficile d'attaquer sur tous les fronts en même temps, mais cela ne veut pas dire qu'il ne repassera pas à la charge dès qu'il en aura l'occasion. Restons vigilants et exigeons le maintien du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse et son extension aux femmes immigrées.

NIKMO

TIMOR ORIENTAL

Onze ans d'occupation indonésienne

Le 7 décembre 1975, les forces armées indonésiennes pénétraient dans Dili, la capitale de Timor Oriental, dans le but d'annexer ce territoire. Depuis lors, à l'aide d'une répression acharnée, Djakarta tente d'assimiler le peuple maubère et d'anéantir la résistance armée qui, bien qu'affaiblie, est toujours active.

Seulement 10 jours d'indépendance

En 1974, la Révolution des oeillets secoue le Portugal. C'est l'occasion pour ses colonies d'obtenir leur indépendance. Le 28 novembre 1975, le F.R.E.T.I.L.I.N. (Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor Oriental) proclame la souveraineté de Timor à la suite d'une guerre civile de cinq mois (1). Tenant compte de la situation, Djakarta, brandissant la menace communiste, décide de frapper vite et fort.

Dès septembre 1974, le gouvernement indonésien déclarait à propos de Timor qu'il n'existait que deux possibilités : le maintien sous l'autorité portugaise ou l'intégration à la nation indonésienne. Pour le ministre des Affaires étrangères, l'indépendance « n'était pas réaliste compte tenu de l'arriération et de la faiblesse économique de la population ». Officiellement des volontaires furent envoyés afin de renforcer l'U.D.T. (2) et l'A.F.O.D.E.T. (3), deux partis favorables au rattachement ; dans les faits, ce fut une véritable invasion.

Les forces du F.R.E.T.I.L.I.N. furent rapidement bouclées et évacuèrent les villes. Près de quatre-vingts mille personnes prirent ainsi le maquis pour plusieurs années, certains y sont encore aujourd'hui. Le 17 juillet 1976, Djakarta annonce unilatéralement l'intégration de Timor en tant que vingt-septième province de la nation indonésienne. Durant les deux années qui suivent, les affrontements et la répression sont impitoyables.

En août 1977, le gouvernement proclame l'amnistie pour les insurgés qui se rendraient. « Lorsque des milliers de Timorais descendront des montagnes en 1978, à la suite d'une offre d'amnistie du président indonésien, le général Suharto, ce ne sont plus que des êtres décharnés traînant des enfants aux ventres ballonnés qui s'entasseront dans des camps dont beaucoup ne reviendront pas », décrit Gilles Bertin (4). La famine de 1978-1979 porta un coup sévère aux forces rebelles et ce n'est qu'en mars 1981 que le F.R.E.T.I.L.I.N. et le F.A.L.A.N.T.I.L. (5) se reconstituent.

Une répression constante

Depuis l'arrivée des troupes indonésiennes, la répression n'a pas faibli. Des dizaines de milliers de paysans furent regroupés dans des villages stratégiques. Sa population y est totalement quadrillée et surveillée, comme le montre le témoignage suivant : « Toutes les maisons sont surveillées, tous les couverts sont comptés et leur nombre rapproché de celui des habitants de la maison. S'il y a plus de couverts que d'habitants ou plus d'habitants que de couverts, ils sont aussitôt accusés ». En 1983, après cinq mois de cessez-le-feu et de négociations infructueuses, l'armée repoussa les insurgés dans l'arrière-pays sans pouvoir toutefois les éliminer. Selon Amnesty International, cette vague de répression provoqua « des centaines de disparitions et de morts en détention ». Au mois d'août de la même année, le général Benny Murdani — commandant en chef des forces armées — n'avait-il pas déclaré au quotidien Sinar Hampa : « C'est fini maintenant de s'amuser, on ne fera plus de quartier ».

En 1984, des documents officiels de l'armée révélaient l'ampleur de la surveillance et les méthodes de répression. On peut y lire : « Il faut détecter parmi la population les éléments suspects. Il faut trouver les personnes qui sont en relation avec le G.P.K. (F.R.E.T.I.L.I.N.) par des méthodes de surveillance quotidienne (...), il faut interdire aux habitants des villages d'aller travailler seuls dans les champs ». Et encore, concernant les interrogatoires de prisonniers : « Au cas où des méthodes rudes seraient utilisées, aucun témoin ne doit être présent pour éviter l'antipathie de la population (...), il faut éviter

les photos qui pourraient prouver l'utilisation de la torture ».

Dans une lettre datée du 18 février 1984, Mgr Carlos Ximenes Belo écrivait : « Nous sommes ici dans les pires conditions sociopolitiques (...), la situation a empiré (...), des personnes ont été arrêtées (...), ils en font disparaître (...), les populations souffrent de maladies, de faim, de manque de liberté et des persécutions ; c'est une situation macabre que nous vivons ».

Le rapport d'Amnesty International, publié en 1985, rapporte que « des prisonniers qui s'étaient rendus à la suite d'une promesse d'amnistie ont été mis à mort ; des personnes simplement soupçonnées de ne pas être loyales envers l'administration indonésienne ont été emprisonnées et torturées. Des personnes de toutes conditions : petits paysans, étudiants, enseignants, ouvriers, fonctionnaires seraient victimes de sévices tels que coups, décharges électriques, brûlures de

millions de dollars ont été affectés au développement de la région. Alors que Djakarta se borne à énumérer les bienfaits de l'annexion et de sa politique : élévation du niveau de vie (toujours très inférieur à la moyenne du pays, scolarisation, etc.), il faut dénoncer :

- l'islamisation progressive d'une population à majorité catholique ;
- l'intégration des nouvelles générations par le biais d'un enseignement qui nie les langues et coutumes locales ;
- la limitation des naissances et la stérilisation forcée (6). Pour Mgr Belo : « Le planning familial consiste seulement à distribuer la pilule à des familles non informées ou à faire des piqûres à des femmes non conscientes de ce qui leur est fait. Nous ne pouvons donner notre approbation à ce type de planning familial ».
- la transmigration qui favorise l'arrivée à Timor de familles en provenance de Java et

représentants exilés des deux partis sont parvenus à un accord à Lisbonne. A la suite de près d'un an de négociations, ceux-ci se déclarent en faveur de l'indépendance nationale et de l'établissement d'une démocratie parlementaire pluraliste.

A cette occasion, l'U.D.T. déclara : « Reconnaissant que Timor est une entité historique et politique qui n'est la propriété d'aucun groupe particulier mais de son peuple entier, le F.R.E.T.I.L.I.N. et l'U.D.T. revendiquent qu'ils sont, par leurs responsabilités spécifiques, des émanations naturelles de cette même réalité et, de ce fait, de leur désir de lui correspondre ».

Les complicités occidentales

Le blocus de l'information en provenance de ce territoire est pratiquement total. En effet, il est quasiment impossible aux journalistes ou aux organisations humanitaires de se rendre à Timor-Est autrement qu'accompagnés par les autorités locales. Les rares nouvelles qui nous parviennent proviennent le plus souvent de l'Eglise catholique et de réfugiés.

Bien que les Nations unies n'aient pas reconnu l'occupation, ses résolutions réclamant « le retrait immédiat des forces indonésiennes » et « le droit à l'autodétermination » restent désormais au fond des tiroirs. Le secrétaire général de l'O.N.U. ne s'est-il pas déclaré récemment « confiant que l'Indonésie respectera les droits politiques, économiques et sociaux des Timorais ». Ayant de nombreux et fructueux marchés commerciaux avec Djakarta, les différents pays ferment les yeux.

En août 1985, l'Australie a reconnu « l'autorité souveraine de l'Indonésie sur Timor », avant de conclure un accord d'exploitation des ressources naturelles (principalement du pétrole) avec ce pays. Les Etats-Unis souhaitent « le maintien d'un environnement stable permettant la poursuite du progrès économique, social et politique en Asie orientale ». La France, quant à elle, après avoir condamné en son temps l'intrusion armée s'est réfugiée dans l'abstention lors des différentes consultations à l'O.N.U. Paris et Djakarta resserrent actuellement leurs liens économiques, la visite de François Mitterrand au président Suharto est le dernier événement en date prouvant les bonnes relations entre les deux pays.

Ancienne colonie portugaise, Timor Oriental fut la victime d'une décolonisation bâclée, de l'expansionnisme indonésien mais également des luttes fratricides des forces politiques locales. Depuis 11 ans, cette région n'est toujours pas « pacifiée », ce qui dénote de la capacité de résistance du peuple. Si une victoire des insurgés est fort improbable à court terme, à cause de leur isolement tant diplomatique que militaire, le gouvernement de Djakarta est tout autant incapable de réduire à néant la résistance. Fort du soutien du monde capitaliste, conscient des intérêts stratégiques, économiques et politiques de cette région, l'Indonésie peut se permettre d'éliminer les Timorais, les Mélanésiens de l'Irian Jaya (7) et toute autre opposition.

Jean-Claude
(Gr. Kropotkine)



cigarettes et agressions sexuelles ». Les forces armées continuent à se livrer « à la torture systématique et à des assassinats » contre de simples suspects.

Depuis 1975, plus de cent mille personnes ont péri d'après les autorités. Certaines sources estiment les victimes à deux cents mille — soit un tiers de la population ! Selon l'U.D.T. : « quelques militaires indonésiens (auraient comme objectif) l'élimination physique du peuple timorais ».

Le développement au service de l'assimilation

Parallèlement à la répression ouverte, le gouvernement a mis en place un gigantesque plan d'assimilation à long terme des Timorais. De 1975 à aujourd'hui, environ 420

de Bali. Le but d'une telle initiative est clair : il s'agit de mettre en minorité la population locale afin d'étouffer toute contestation indépendantiste.

- l'amélioration du réseau routier pour faciliter les interventions de l'armée dans les zones en conflits.

Du côté de l'opposition

Actuellement, le F.A.L.I.N.T.I.L. opère principalement dans les montagnes de l'est de l'île, en harcelant les forces d'occupation. Aux accrochages sporadiques, l'armée répond de façon brutale : exécutions, massacres... Alors que sur le terrain, il y a déjà plusieurs années que les partisans de l'A.D.T. et du F.R.E.T.I.L.I.N. luttent ensemble, ce n'est que le 18 mars 1986 que les

(1) Causant la mort d'au moins 4 000 personnes.

(2) Union démocratique de Timor, initialement favorable au Portugal, elle se déclara pour l'indépendance avant de se prononcer pour l'intégration à l'Indonésie.

(3) Association populaire démocratique de Timor qui aurait appelé Djakarta à intervenir.

(4) Ancien correspondant de l'A.F.P. en Indonésie avant d'être expulsé par les autorités à cause de ses écrits.

(5) Forces armées de libération nationale de Timor Oriental. Elles revendiquent de deux à trois mille combattants.

(6) La Banque mondiale finance à 95% le centre de contrôle des naissances implanté à Dili, en avril 1985.

(7) Ceux-ci exigent également le droit à l'autodétermination. Un tel conflit n'empêche pas Djakarta de soutenir verbalement « la lutte pour la liberté kanak en Nouvelle-Calédonie » !

Sources : « Timor Informations », édité par l'Association de solidarité avec Timor Oriental, B.P. 235.07, 75327 Paris cedex 07.

RAMBOLOGIE

Reagan et le nouveau Watergate

REAGAN a vendu des armes à l'Iran pour financer les « contras » au Honduras et au Costa Rica. Cette révélation soulève des tempêtes dans l'opinion américaine et un nouveau Watergate est en vue : le Congrès pourrait se réunir en session extraordinaire (1) et une commission parlementaire dotée de pouvoirs d'investigation et d'audition de témoins semble devoir se mettre en place (2). Ce scandale politique sur fond de menace nucléaire contient plusieurs pistes significatives qu'il convient d'analyser.

En 1979, Reagan s'est largement fait élire sur l'incapacité de l'administration Carter à résoudre la crise des otages détenus à l'ambassade américaine à Téhéran par les pasdars. Reagan avait un programme diplomatique de fermeté et passait aux yeux de l'opinion américaine pour le héros de l'anticommunisme, communisme signifiait anticapitalisme et par extension anti-américain dans le jargon publicitaire des hommes d'Etat américains.

Pour les Iraniens, il fallait à l'époque faire mordre la poussière à Carter, en le rendant personnellement responsable de la crise iranienne. Dès son éviction de la présidence, les dizaines d'otages détenus ont été renvoyés aux Etats-Unis. Reagan engrangera les bénéfices de la libération. Or, depuis, il n'y a plus eu de partie de bras-de-fer directe entre l'Iran et les Etats-Unis. La guerre Irak-Iran transforme les Etats-Unis en « Grand Satan » théorique et ce sont les « marionnettes » des Etats-Unis dans la région, Irak et Israël, qui deviennent la grande préoccupation des autorités iraniennes sur le terrain.

Les prophètes-rois

Le choc pour l'opinion publique américaine est terrible. Le messianisme rassure les électeurs de Reagan, auxquels les arcanes persanes échappent totalement. Ainsi, des actions d'éclat faciles, type Grenade en 1983 ou Libye en 1986, ont constitué des opérations de propagande à bon compte. Tandis que la mort

de 264 soldats à Beyrouth en 1983, causée par le camion-suicide, a réactivé l'imaginaire américain devant la barbarie « communiste ».

La politique étrangère « yankee » est moins le miroir de ses intérêts que de ses préoccupations et structures internes. L'Amérique est supérieure aux autres pays en ce qu'elle représente la morale qui va organiser l'avenir de l'humanité. Ainsi, le moralisme en forme de droits de l'homme d'officines du type Internationale de la résistance s'adresse aux ennemis des Etats-Unis et donc à son actuel ennemi n°1 : le Nicaragua.

Dans cette diplomatie paranoïaque, les compromissions sont systématisées par le retour à la « politique des petits pas » de Kissinger. Dans la crise du Proche-Orient, elle se traduit par une mobilité maximale face à un expansionnisme en tâche d'huile de l'U.R.S.S. (Afghanistan, Syrie, Iran ?). C'est une politique caméléon qui « permet selon les étapes, les problèmes et la tournure des conversations, de vous poser en intermédiaire, en médiateur, en arbitre ou en partie au conflit » (3).

Cependant, Reagan n'a pas l'art de Nixon pour manier d'apocalypse. En effet, il ne considère pas l'arme nucléaire comme un moyen de négociation, mais intègre la stratégie nucléaire dans une optique démentielle de protection pour l'éternité du sanctuaire américain. Ainsi, alors que Nixon avait signé S.A.L.T. 1 (4) en 1972, Reagan claque la porte à Reykjavik et se déclare dégagé de toute obligation dans la course aux armements. De quoi faire frémir l'Américain moyen : un président qui veut couvrir l'espace de missiles, qui n'hésite pas à donner des armes à ses ennemis et qui s'apprête à mettre l'Amérique centrale à feu et à sang.

Reagan a réussi à rompre le consensus. Il passe au mieux pour un incompetent. Il n'a pas hésité à revendiquer la paternité des liens renoués avec l'Iran : « Je pense que les objectifs de notre politique envers l'Iran étaient bien fondés » (5). Pour l'opinion américaine, il fallait le « scoop » des otages relâ-

chés pour ne pas être comparé à Carter.

Les otages, certes. Mais comme l'aurait dit Chirac au journaliste du *Washington Times* (Moon) : « Les otages, c'est de la bibine ! ». En effet, ce qui compte, c'est de renouer avec l'Iran, qui était le pilier militaire des Etats-Unis au Proche-Orient avant le renversement du Shah. Or le président du Majlis (Parlement iranien), Hachimi Rafsandjani s'était interrogé sur l'opportunité d'« exporter » la République islamique dans les pays arabes. C'est cette question qui transforme l'Iran en « bête noire » pour les pays arabes.

Le contexte libanais

Même la Syrie, proche de l'Iran, redoute un processus intégriste islamiste. Hafez El-Assad n'avait pas hésité à faire massacrer 20 000 personnes à Hama en 1982 pour cette raison. L'Etat syrien cherche à gagner l'hégémonie sur le Liban par l'intermédiaire de ses alliés, ce qui est plus aisé qu'une invasion générale directe. Ainsi, son alliance avec les chiites d'Amal lui permet de contenir l'avancée des légions du Hezbollah. Cependant, la situation est confuse car les Palestiniens et l'O.L.P. refusent la domination syrienne. Et l'on voit cette semaine des centaines de morts dans un conflit où les uns demandent la libération nationale du Liban et les autres sont lancés malgré eux dans la conquête militaire d'un « pays » qui leur est étranger, alors que l'ennemi sioniste est commun.

Il n'est pas étonnant que ce soit le journal *Al Shira'a*, libanais pro-syrien qui ait dévoilé le pot aux roses. En effet, les Syriens gagnent des points dans l'affaire. D'abord, une crise politique s'est ouverte en Iran avec la mise en minorité virtuelle de Rafsandjani au Majlis au début de novembre 1986 ; l'article encourage les ultras et le M.L.I. de Bazargan (6) à dénoncer le compromis avec le « Grand Satan ». Il révèle ensuite que la Syrie n'est pour rien dans l'affaire des otages, puisque Reagan mais aussi Chirac traitent directement avec le commanditaire des terroristes. Enfin, les liens informels, mais réels, entre les sionistes et les ayatollahs éclatent au grand jour. De quoi discréditer totalement les radicaux islamistes au Liban.

L'obsession du « gros bâton »

C'est un secret de polichinelle que les financements privés (ou provenant de détournement de fonds publics) constituent une grande part de l'approvisionnement logistique militaire des antisandinistes.

Israël était déjà impliqué dans les trafics d'armes en Amérique centrale, puisque les sandinistes avaient récupéré des armes israéliennes dans les mains des « contras ». Qui avaient vendu ces armes ? Un intermédiaire, sûrement. L'Iran et le Nicaragua entretenaient des relations commerciales, notamment à cause de l'embargo américain et de la guerre du Golfe. Le Nicaragua échangeait des bananes contre du pétrole iranien. Cependant, la situation est plus claire en Amérique centrale car le champ de manœuvre de Reagan est plus facile que dans le golfe Persique.

Il faut craindre une fuite en avant de Reagan, car il va tenter de rétablir son souffle idéologique sur l'opinion américaine. Pour la première fois depuis 1979, des troupes américaines se sont rendues aux abords de la frontière nicarag-



guayenne le 30 novembre à plusieurs centaines de kilomètres de leurs bases (7). L'ambassade américaine a déclaré que la 116^e brigade d'artillerie de la Garde nationale de Floride devait effectuer des manœuvres dans cette zone jusqu'au 13 décembre. Or il s'agit d'une zone où les combats s'intensifient depuis septembre 1986, avec le vote des 100 millions de dollars par le Congrès à la « Contra ».

Reagan est en position vulnérable non pas parce qu'il aurait commis des actions répréhensibles, mais parce qu'il s'est engouffré dans la contradiction principale des sociétés modernes. En effet, selon l'interprétation du pouvoir que faisait Foucault (8), les sociétés modernes disciplinaires nécessitent des catégories de pouvoir visant à imposer une tâche quelconque ou produire un effet utile, à contrôler une population quelconque et à gérer la vie. L'onde choc de l'« Irangate » percuta la légitimité reaganienne : les Américains ont un réflexe d'autodéfense biologique devant le jeu de roulette russe de l'administration d'Etat.

Que Reagan se sorte de ce guépier en blanchissant sa participation à ce coup tordu ne remet pas en cause la définition d'une stratégie libertaire. L'important est de saisir la portée d'un réflexe populaire qui en une nuit a fait perdre à Reagan 23% dans les sondages. Le mécanisme de la survie joue au niveau des formations étatiques jusqu'au niveau des micro-pouvoirs de la société.

Vie et pouvoirs

A titre de comparaison entre les approches possibles, l'Irangate peut se rapprocher de l'affaire du nuage de Tchernobyl. L'Etat français avait menti, mais les conditions de la dénonciation étaient difficiles : la responsabilité de l'accident incombait aux autorités soviétiques et aucune personne n'avait succombé en Europe occidentale aux émanations toxiques. La crise de survie n'a pas joué.

L'indignation humaniste ne servait à rien comme catalyseur de la dénonciation. A la limite, elle per-

mettait l'évolution vers un contexte favorable. Ainsi, par exemple, les crimes de la « Contra » jouent ce rôle dans l'Irangate. Ce qui permet de cristalliser l'inhumanité des pouvoirs, c'est la mise en lumière de la contradiction entre leur capacité d'assurer les conditions vitales de la population et les tendances à la destruction massive, qu'elle soit physique (les armes) ou sociale (chômage).

Faut-il attendre l'apocalypse pour voir l'influx vital réveiller les populations ? Non ! L'écoute des pouvoirs est essentielle dans le sens où elle permet d'intercepter les points de rupture dans le discours politique.

Enfin, l'Irangate pourrait donner matière à réflexion sur la diplomatie d'une entité libertaire. Cependant, il ne s'agirait pas de monter un scénario de politique-fiction sur la base des « négociations tous azimuts », mais plutôt de savoir tirer parti des contradictions des pouvoirs et de gagner le soutien des populations opprimées.

XAVIER MERVILLE

(1) La première fois depuis 1948.
(2) Ce qui fut fait en 1974 lors du Watergate. Nixon n'a jamais été condamné pour haute trahison par le Congrès. Il a enrayé l'engrenage en démissionnant. La commission spéciale qui agit actuellement est une émanation de la présidence, les trois juges ont été désignés ad hoc par Reagan. Mais Mac Farlane, l'instigateur, vient de passer devant la commission du renseignement du Sénat, car trois lois auraient été violées. Les commissions spéciales parlementaires ont un champ restreint depuis une loi de 1978.

(3) Kissinger, cité par J.-J. Lentz dans « Esprit » de mars 1974.

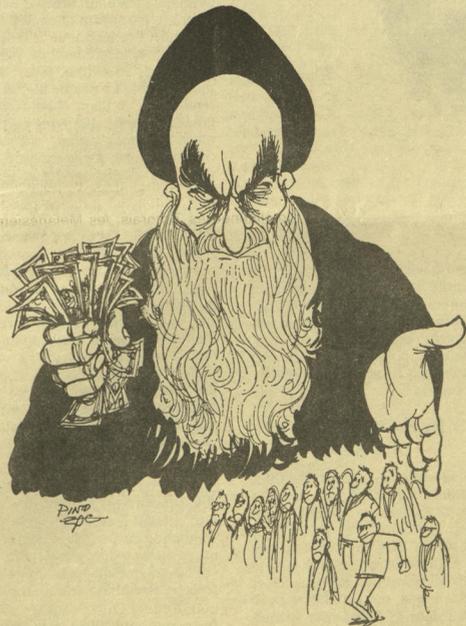
(4) Accords Etats-Unis/U.R.S.S. sur la limitation de la croissance du nombre de missiles intercontinentaux.

(5) Allocution à la presse le 25 novembre 1986.

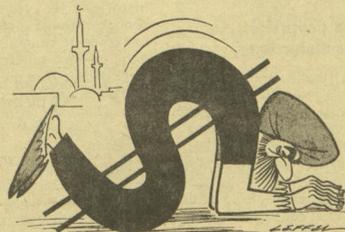
(6) Premier ministre démissionné le 6 novembre 1979 pour avoir eu des contacts avec Zbigniew Brzezinski, secrétaire d'Etat de Carter à Alger.

(7) A.F.P., 3.12.1986.

(8) « La volonté de savoir », 1976, pp. 178-179 ; sinon voir le résumé-synthèse de la pensée de Foucault par Gilles Deleuze (1986), en particulier le chapitre « Les stratégies ou le non-stratifié ».



— Merci d'être venus... et revenez quand vous voulez !



FORUM-DÉBAT

A propos de Pierre-Joseph Proudhon avec Bernard Voyenne

DANS la série des thèmes proposés par la librairie du Monde libertaire, nous vous convions samedi 13 décembre 1986 à une réunion-débat sur la vie et l'œuvre de P.-J. Proudhon, avec Bernard Voyenne. Ce forum débutera à 16 h, au 145, rue Amelot, Paris 11^e, Bernard Voyenne participera également ce même jour, de 11 h 30 à 12 h 30, sur Radio-Libertaire (89.4 MHz) à l'émission « Forum ».

A cette occasion, nous vous signalons parmi l'ensemble des ouvrages de et sur Proudhon l'ensemble des textes rassemblés par B. Voyenne sous l'intitulé *P.-J. Proudhon, mémoires sur ma vie, ainsi qu'une Histoire de l'idée fédéraliste* (pour une bibliographie plus complète, on peut se reporter au catalogue de la librairie du Monde libertaire, dont la première partie paraît dans ce numéro).

EMPORTÉE dans la tourmente de l'industrialisation, la classe ouvrière française se voit dès la fin du XVIII^e siècle enchaînée à la machine comme un galérien à son banc de nage. Elle sait que, pour elle, l'intolérable doit cesser pour mettre fin à sa douloureuse agonie. C'est aussi l'époque où le socialisme français va produire ses grandes figures, qui feront de la France la patrie de la révolution.

A la suite des Babœuf, Saint Simon, Fourier, Pierre-Joseph Proudhon, un des plus grands génies littéraires du XIX^e siècle, va consacrer toute sa vie à l'émancipation du monde du travail. Avec lui, l'anarchie a trouvé son principal théoricien et, tel que le déclaraient Kropotkine et S. Faure, « le père et le grand théoricien de l'anarchie » est bien P.-J. Proudhon, celui que la bourgeoisie « louis-philipparde » considérait comme un ogre, comme le démolisseur de la propriété !

Une enfance prolétarienne

Famille franc-comtoise établie à Besançon, les Proudhon font partis de cette lignée de paysans libres, haut en couleur, exempts de corvée, toujours en lutte contre le hobereau de la région ou du village qui applaudirait à la disparition du système féodal en 1789. Né en 1809, Pierre-Joseph Proudhon sera acquis de bonne heure aux idées républicaines. Lui, qui deviendra par la suite ouvrier et maître imprimeur, aura l'immense privilège d'être fils d'un modeste tonnelier de poursuivre ses études jusqu'à la classe de rhétorique.

Quittant l'école, il deviendra typographe et correcteur d'imprimerie, fera plusieurs tours de France et parviendra à bénéficier d'une bourse d'étude octroyée par l'académie de Besançon, non sans avoir préalablement passé son baccalauréat à l'âge de 29 ans et publié un essai de grammaire générale. En 1838, le voilà à pied d'œuvre dans la capitale pour continuer ses études et pouvoir prendre ainsi contact avec l'intelligentsia de l'époque.

Dès 1839, participant à un concours de l'académie de Besançon, il rédige un petit opuscule ayant pour titre : *De la célébration du dimanche, considérée sous les rapports de l'hygiène publique, de la morale, des relations de famille et de cité*. C'est en fait son véritable programme. D'une intense richesse, ce texte contient toutes les idées forces qu'il développera tout au long de nombreux ouvrages auxquels il travaillera jusqu'à sa mort.

De la propriété... à la dialectique

En 1840, paraît son premier mémoire sur la propriété, *Qu'est-ce que la propriété ?*. « Véritable manifeste scientifique du prolétariat français », c'est ainsi que Karl Marx le qualifia. Cet écrit est une machine infernale contre la propriété qui condamne le « droit d'aubaine » et la confiscation de la force collective de travail. De plus,

Proudhon entend de démontrer que moralement la propriété est impossible.

Source d'autorité et d'oppression, la propriété, une fois à bas l'organisation de la cité, se transforme : plus d'autorité, plus de souverain. L'anarchie comme base organisationnelle permet de passer d'un système reposant sur la propriété à un système basé sur la possession. Deux autres mémoires vont venir compléter le premier. Le Ministère public fera saisir le dernier. Proudhon s'expliquera devant le tribunal en se présentant comme

l'antinomie et, lorsqu'il s'agit des choses humaines, cette loi suprême reste la Justice : le fléau de la balance qui rythme le mouvement des plateaux considérés comme des forces antinomiques engendrant la dynamique sociale. Proudhon refuse toute forme de synthèse, il maintient l'antinomie et déclare : « la synthèse, c'est la mort ».

Cet ouvrage, essentiel pour la bonne compréhension de Proudhon et dont les nombreuses autres théories ne peuvent être développées ici, comporte cependant des passages forts obscurs à propos desquels les meilleurs exégètes restent bien souvent dans l'expectative ! Néanmoins, Proudhon veut en tant que scientifique appréhender, coller au réel, ne s'occuper des faits humains que sous l'angle de leurs rapports. De cette vision du monde où des forces antinomiques s'opposent mutuellement sans jamais parvenir à s'équilibrer totalement, il va déduire toute sa future réorganisation de la société qui aura pour principes : le fédéralisme, l'entraide et la justice, la liberté.

Proudhon se garde bien de procéder à l'équilibrage générale. Le lecteur reste sur sa faim. Mais ce livre marque une étape importante dans la réflexion de l'auteur. L'entreprise de démolition qu'il mène contre l'ordre injuste de la société s'en trouve renforcée.

De la révolution de 1848, Proudhon gardera un souvenir exécrable ! Elu député en juin à l'Assemblée, il sera l'homme qui sauvera l'honneur du socialisme lorsque le général de Cavaignac fera fusiller des milliers de prolétaires dans les rues de Paris. Incarcéré pour trois ans à Sainte-Pélagie, pour injure au Prince-président, il profitera de ce « temps libre » pour se marier et publier un nombre important d'ouvrages dont le plus remarquable (paru en 1851) est sans nul doute *Idee générale de la révolution au XIX^e siècle*.

Dans ce dernier, le Bizontin propose un ensemble « de plans de rénovation économique où l'Etat se dissoud dans l'organisation industrielle ». C'est encore le projet anarchiste que Proudhon développe

publiciste ayant utilisé une lettre du cardinal archevêque de Besançon pour dresser un portrait peu flatteur de notre auteur, Proudhon d'une simple brochure va faire un magnifique ouvrage anticlérical de plus de deux mille pages.

En effet, l'antagonisme entre la Justice et l'Eglise est pour lui total. Il y a plus encore ! Tous ses plans de reconstruction économique, dans lesquels le gouvernement doit disparaître, ne sont concevables qu'avec des esprits forts. Le sentiment du droit doit être porté à sa plus haute expression et il doit exister un climat de grandeur humaine faisant de chaque contrat et de l'entraide les expressions même de la Justice. A une justice distributive doit donc succéder une justice commutative. Or tout cela est étranger à l'Eglise. La Justice, le Droit, la Morale dépendant de la libre adhésion des esprits et ne trouvent pas leur expression en un quelconque Dieu.

De plus, l'organisation d'une société d'égalité et de liberté ne peut pas reposer sur un vague sentiment fraternel qui, sur le fond, rejoint la doctrine communiste. Pour toutes ces raisons, Proudhon va aborder (pas toujours dans un ordre très cohérent) de nombreux thèmes qui confèrent à cet ouvrage une richesse exceptionnelle. Page après page, animé d'une verve et d'une fougue peu commune, il va asséner ses meilleurs coups, fourbir ses meilleures armes pour finalement proposer l'ultime réconciliation, si bien sûr l'Eglise s'engage sur le chemin de la Justice !

Condamné à trois ans de prison pour cet écrit, Proudhon préfère l'exil et part à Bruxelles où il restera jusqu'en 1862. Signalons simplement qu'il va publier en Belgique *La Justice poursuivie par l'Eglise, La théorie de l'impôt, et enfin La guerre et la paix*.

Le retour de Proudhon

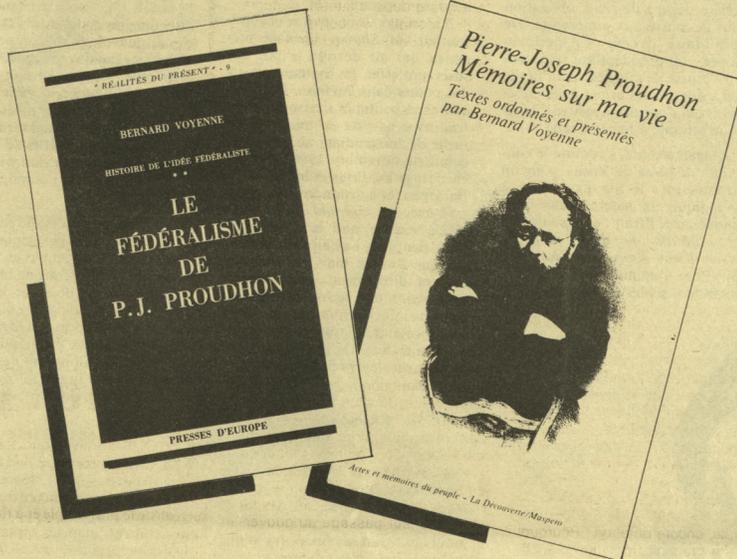
Alors qu'il revient à Paris, le problème des nationalités agite toute l'Europe. La Pologne, l'Italie, autant de problèmes auxquels Proudhon va faire face en publiant *Du principe fédératif* : un plaidoyer antinationaliste, un précis d'organisation anti-autoritaire englobant le politique, l'économique et le social. Sa santé se dégradant de plus en plus, P.-J. Proudhon meurt le 19 janvier 1865. Le peuple de Paris lui rendra un brillant hommage et grande quantité d'œuvres partiellement achevées seront publiées à titre posthume. *De la capacité politique des classes ouvrières* appartient à celles-là et représente l'ouvrage où la pensée de notre philosophe est la plus synthétique.

Proudhon, théoricien anarchiste, n'a cessé toute sa vie de plaider pour le respect de la dignité humaine, pour l'égalité. Il a, bien sûr, en tant que militant sorti du monde prolétarien, porté en lui certaines contradictions de sa classe sociale. Sa misogynie est à ce point de vue inacceptable, mais ne peut altérer son immense et profond travail de réflexion que sous-tend un perpétuel appel vers la Liberté et la Justice.

Alors qu'actuellement tout bascule et se précipite, alors qu'il nous faut atteindre ce XXI^e siècle dans un monde en perpétuel conflit, les propositions du grand Bizontin retrouvent logiquement toute leur force et Proudhon semble toujours nous dire : « Organisons le travail ! En avant toute ! Vers l'anarchie ! »

RÉGIS

Sa vie, son œuvre... quelques repères



un chercheur scientifique et sera acquitté.

Proudhon, chercheur tentant de discerner la « science de la société », a besoin d'un outil méthodologique pour appréhender les lois du devenir de l'humanité. De la dialectique prise en tant que mouvement de la réalité sociale et historique et considérée aussi comme méthode appliquée à la connaissance de ce mouvement, Proudhon va nous entretenir principalement dans le livre qu'il fait paraître en 1843 et qui porte pour titre : *De la création de l'ordre dans l'humanité ou principes d'organisation politique*.

Inspiré par ses premières lectures de Fourier, il emprunte à celui-ci la série en tant que principe organisationnel alliant unité et différenciation. La loi de la série respecte

Les contradictions économiques et la révolution

En attendant l'heure de la grande réforme, Proudhon va s'attaquer à l'économie. Appliquant sa dialectique, il se propose de passer en revue et d'étudier toutes les antinomies sociales et de procéder par la justice à l'équilibrage générale ! Mais la pension de l'académie de Besançon arrivait à son terme, il entre au service des Gauthier, propriétaires d'une entreprise de batellerie. Il se partage désormais entre Lyon et Paris.

En 1846, paraît enfin les *Contradictions économiques ou la philosophie de la misère*, auquel Karl Marx répondra par un pamphlet cinglant : *Misère de la philosophie*. Bien que l'étude des contradictions sociales soient menée rondement,

magnifiquement. En passant de l'autorité au contrat, en organisant les forces économiques sur la base du mutualisme, c'est bien d'un renversement complet des valeurs économiques, politiques et morales dont il s'agit : une véritable révolution sociale !

De Sainte-Pélagie à l'exil

A sa sortie de prison en 1853, Proudhon aura beaucoup de difficultés à trouver un emploi. Il est donc condamné à écrire ! Il publiera un livre sur l'exploitation et la réforme des chemins de fer, un projet d'exposition perpétuelle et enfin, en 1858, son grand livre *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. Prévue à l'origine comme une simple réponse à un obscur

REVUE

« Plages » n°34

La revue *Plages* a présenté son n°34 dans « Graffiti » (émission de Radio-Libertaire) le dimanche 16 novembre. Les anciens lecteurs du *Monde libertaire* connaissent cette revue qui donne la possibilité à une quinzaine de plasticiens de s'exprimer avec les matériaux de leur choix. Véritable fourmilière de créateurs talentueux, la revue présente un éventail riche et aussi large que l'art contemporain compte de diversité. Œuvre d'art en soi, chaque numéro est unique. Objet de collection également car la qualité expérimentale de cette revue est reconnue bien au-delà des « frontières françaises ».

Dans ce n°34, un texte du sculpteur G. Bignolais raconte ses démêlés avec le fisc et pose le problème de l'artiste face au pouvoir. Les autres textes forts de ce numéro sont les interventions de F. Gingembre et A. Frias Kim.

André ROBERT

« Plages », 1762, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres, 92100 Boulogne. Abonnement : 300 francs les quatre numéros.



AVANT PROPOS

NOUS publions cette semaine en exclusivité la préface de Félix Guattari au livre de Claude Sigala, « Vivre avec le Coral ». Cet ouvrage paraîtra en janvier 1987. Les souscriptions sont d'ores et déjà ouvertes auprès du Coral, 30470 Aimagues.

Le monde des trente dernières années est en train de s'effacer sous nos yeux, à la vitesse du vent. Plus jamais le travail, la culture, la sensibilité, les relations humaines et, bien sûr, l'intelligence ne seront comme avant.

Tout fout le camp; tout peut être perdu cependant que tout pourrait renaître. Les prodigieuses innovations technico-scientifiques opérant des mutations et qui sont, aujourd'hui, au service de l'aplatissement des subjectivités, pourraient aussi bien changer leur fusil d'épaule pour œuvrer au compte d'une re-création de l'humanité.

Qu'est-ce qui manque à cela? La volonté, le courage, les idées? Plutôt les noyaux catalytiques, les opérateurs minoritaires en mesure d'explorer et d'expérimenter d'autres voies(x).

Après l'autogestion, l'alternative est en train de passer de mode. Les mots vont et viennent. Seulement, la question demeure: qui pourra croire que la situation présente va durer indéfiniment? Cette marée montante de chômage, de racisme, d'ennui, de désespoir. Cette masse grandissante d'hommes, de femmes, de jeunes et de vieux, littéralement interdits de séjour dans ce monde-là. Car ce ne sont plus seulement des minorités de « désaxés » qui se soucient d'une re-invention de la vie; c'est une part immense de l'humanité frappée de plein fouet par l'impossibilité de vivre dans de telles conditions.

Le Coral c'est une de ces petites pustules de questionnement qui sont parvenues à traverser la glaciation qui a gagné le socius depuis huit-dix ans.

Il n'y a pas si longtemps, on regardait encore avec un bien-

veillance lasse et désabusée la survivance de ces « lieux-de-vie » qui prétendaient aménager des portes de sortie à l'enfermement psychiatrique, psychologique, psychanalytique. Lorsque l'affaire du Coral a éclaté, à la tolérance a succédé le recul, la crainte d'être soi-même éclaboussé dans les médias.

On sait que, passée la saison des lauriers, les intellos ont vite fait de rentrer dans leur coquille, aussi la solidarité avec Claude Sigala et les siens fut-elle, de ce côté-là, à peu près nulle.

Il y aurait eu pourtant de quoi dire, de quoi penser? Quelle curieuse danse en effet, autour du même tam-tam médiatique de fantasmes de cul, de circulaires administratives, de trafic de photos pornos, de délation, de pédophilie, de ministre socialiste, de juge et de fic! Il n'y a manqué que La Pen et le S.I.D.A.; sans doute un peu en retard au rendez-vous! Un magma réactionnaire à vomir — une méconnaissance totale des faits et surtout des enfants concernés. Quelle folie collective.

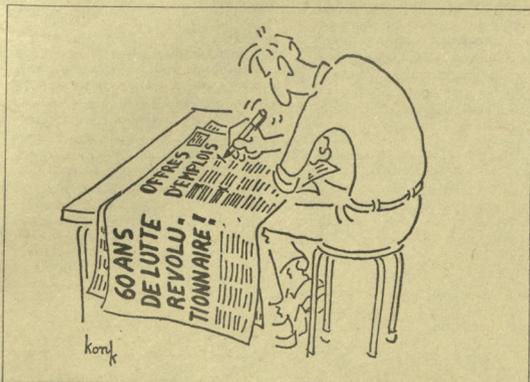
Le Coral est devenu le bouc émissaire de toutes les vieilles haines accumulées contre les tentatives extra-institutionnelles, le porteur de tous les péchés, de tous les vices refoulés. Et pourtant, faut-il revenir là-dessus, rien de scandaleux ne s'y est jamais passé; aucune déviation par rapport aux normes ordinaires, en tous cas, pas le dixième de ce qui est le pain quotidien des institutions dûment agréées et conventionnées par les tutelles officielles. Mais voilà qu'aux dernières nouvelles, on nous annonce l'interdiction constitutionnelle aux Etats-Unis de la sodomie. Allons! la France néolibérale, encore un effort! Pourquoi pas une grande campagne contre la masturbation?

Il faut avouer, qu'en cette matière de retour à l'ordre moral, la gauche n'aura rien à envier à la droite. On n'oubliera pas de si tôt que les socialistes ont laissé filer l'affaire du Coral, n'ont pas bronché, n'ont pas levé le petit doigt pour l'enrayer. Eux aussi eurent trop peur de tomber sous le coup de je ne sais quelle accusation délirante. Il y eut de surcroît, une raison plus profonde à leur attitude: jamais ils ne saisirent l'importance réelle des tentatives alternatives. Pour eux, ce n'était que du folklore. On l'a bien vu avec les radios libres qu'ils livrèrent pieds et poings liés aux lobbies politiques et aux intérêts commerciaux. Dans le domaine social, ils sont restés à des conceptions marquées par un rôle prévalent de l'Etat. Il faut dire que leur existence même, en tant que parti, en tant que groupe d'intérêt, dépend pour l'essentiel de corps sociaux incrustés dans les rouages étatiques.

Sous prétexte de défense du service public, ils cautionnent une multitude de corporatismes vivant en parasite par rapport à l'Etat. Aussi sont-ils manifestement incapables de penser et de promouvoir les processus d'institutionnalisation et les nouvelles formes de démocratie qui pourraient aider la société à se recomposer sur la base de nouveaux systèmes de valeur, fondés sur la concertation — et non simplement le consensus —, l'autogestion, mais aussi le respect des différences, la créativité et la « resingularisation » des individus et des agencements sociaux. Ils se sont contentés de gérer le pouvoir en fonctionnaires zélés du capitalisme, le plus réducteur en matière de subjectivité. Ils s'en sont remis aux pires méthodes du marketing de l'opinion, fondées sur les sondages, la publicité, le star-système médiatique. Comment s'étonner, dès lors, qu'au terme de leur passage au gouvernement, une part si importante de l'électorat se soit ralliée aux tenants les plus rétrogrades du néo-libéralisme?

C'est également dans ce contexte qu'il convient d'apprécier les enjeux du courant alternatif en France — aussi faible et désorganisé soit-il encore aujourd'hui —, la culture alternative ne se contente pas de bricoler des solutions de rechange pour remédier à telle ou telle anicroche sociale; que cela plaise ou non, que de longues années d'attente soient peut-être encore nécessaires avant que le fait soit reconnu, c'est de ce côté-là qu'on peut attendre le renouveau des pensées de la libération et l'essor des pratiques créatives. Les « lieux-de-vie » alternatifs et le Coral en sont un exemple concret et vivant.

Félix GUATTARI (1986)



Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 11 décembre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : le country blues des années 60, le boom des Américains vers leurs racines.
« Enlivrez-vous ! » (16 h à 17 h 30) : avec Natacha Michel pour son livre « La ville au fond de l'œil » et ses autres livres de science-fiction.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : toujours les retransmissions du festival des musiques mutantes avec Ala Silva et le Celestial communication orchestra, Sam Rivers, etc.

Vendredi 12 décembre

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : informations, réflexions libertaires, revue de presse et musiques.
« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : de Lutèce à Paris, avec Joël Schmidt, à partir de son livre « Lutèce » (éditions Perrin).
« L'Invité quotidien » (19 h à 21 h) : Michel Rouzé et Robert Dalian nous présenteront les livres récents consacrés à la parapsychologie.
« Les damnés de la terre » (21 h 30 à 22 h 30) : la famine en Afrique, la situation économique avec (sous réserve) René Dumont.

Samedi 13 décembre

« Le Père peinar » (10 h 30 à 11 h 30) : actualités sociales avec Roland Bosdeveix.
« Forum » (11 h 30 à 12 h 30) : à propos de Proudhon, avec Bernard Yoyenne.
« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : la coordination des secrétaires médicales, le point sur la F.N.A.C., la « météo » du mouvement lycéen et étudiant.
« De bouche à orteils » (14 h 30 à 17 h) : Alain Aurenche et les rubriques habituelles sur la chanson vivante (Interview de Pierre Perret, Jehan Jonas vous connaissez?, etc.).

Dimanche 14 décembre

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : Nietzsche pour débutant, avec Marc Sautet.
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : Alain Kloatr, musicien breton ayant accompagné Stivell et participé à des enregistrements avec Malicorne, Besson, etc. Rediffusion des concerts de Glenmor et des groupes Aurès (Algérie) et Sourakata Karaté (Sénégal).
« Ukama'u » (16 h 30 à 18 h 30) : les prisonniers politiques indiens aux Etats-Unis, avec Eric Fontaine (de retour des Etats-Unis).
« Graffiti » (18 h 30 à 20 h 30) : Anne et Patrick Poirier, sculpteurs.

Lundi 15 décembre

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : médecines douces et santé.

Mardi 16 décembre

« Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : les licenciements, sur le plan juridique.
« A bâtons rompus » (20 h 30 à 22 h 30) : une invitée, Marie-Louise Beaumont, auteur d'une thèse de médecine consacrée aux conséquences d'une explosion nucléaire en Seine-Saint-Denis.

Mercredi 17 décembre

« Sens interdit » (17 h 45 à 18 h 30) : drogues et drogués, avec Jean-Yves Noël et Jean-Louis Paques, psychologues au « Trait d'Union ».

Au théâtre du Tourtour

VOUS ne savez que faire de votre soirée? Le théâtre du Tourtour vous invite, humour au poing, à commettre l'acte surréaliste le plus simple et à tirer au hasard, tant qu'on peut, sur la foule de nos préjugés et nous laisser emporter par le délire surréel de cette succession d'images jaillies de la pièce *Oeil pour deuil*.

Conçue selon la méthode d'écriture automatique par André Breton et Philippe Soupault, cette pièce « dada » fut écrite durant la même période que les *Champs magnétiques* et compte parmi les premiers essais de ce qui allait devenir le surréalisme.

Créée en 1920, elle n'a été jouée qu'une seule fois à la salle Gaveau, au cours d'une des nombreuses manifestations du mouvement dadaïste. Il est à noter qu'hostiles à la conception classique du théâtre, les futurs surréalistes chercheront à utiliser ce moyen d'expression à des fins purement subversives qui, à travers l'amalgame des inconscients, donnerait lieu à une pensée commune, aux acteurs et au public... « Le théâtre est fait pour

vider collectivement les abcès » (A. Artaud, *Le théâtre et son double*).

Oeil pour deuil est, entre autres, la parodie d'une pièce de boulevard. En effet, on y voit un trio : femme, mari, amant, qui ne dépareillerait pas une comédie de Labiche; mais quand, par la magie de l'écriture automatique, tout bascule : les serpents dans les tasses de thé et les ours majordomes ne nous surprennent plus.

Enfin, si vous choisissez d'aller voir cette pièce, un conseil! N'oubliez pas, en même temps que le manteau, de laisser votre rationalisme au vestiaire... Il s'agit ici d'une autre logique; celle qui émergeant de véritables dialogues dénoués par le vent fait que de simples robes de chambre osent, imperturbables, traiter les machines à coudre de toupies.

Alfredo et Franck

« *Oeil pour deuil* », d'André Breton et Philippe Soupault, tous les soirs (sauf dimanche et lundi) à 22 h 15, au théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4^e (tél. : 48.87.82.48), jusqu'à la mi-janvier.

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

• **CALOTTES.** La réglementation qui interdit toute publicité pour les procédés contraceptifs s'adapte à l'air du temps. S.I.D.A. oblige, la mine épaissie des préservatifs masculins va apparaître à la une des magazines et envahir les écrans. Toutefois, cette publicité « libérée » ne pourra argumenter que sur les vertus « hygiéniques » des préservatifs, en aucun cas sur leurs propriétés contraceptives. Mourir soit... mais pas de plaisir !

• **CHÈQUES PAYANTS CONTRE CHÈQUES BARRÉS.** Le mouvement lancé par les organisations de consommateurs, visant à perturber le traitement informatique des chèques (voir M.L. précédent) est bien suivi par les usagers. Le but est de signifier aux banquiers le refus de la tarification des chèques qui coûteraient entre 400 F et 800 F par an sur un compte moyen. Un bilan sera effectué le 15 décembre sur l'impact de cette mesure à l'encontre des professionnels. Une renégociation est dans l'air, un recul des banques peut être, des contreparties sans doute... Les banquiers annoncent le report de la mise en application pour dégonfler le mouvement, ne molissons pas !

• **SUISSE : 1, RHIN : 0.** Suite aux incendies des entrepôts Sandoz à Bâle, qui sont à l'origine de la véritable catastrophe écologique survenue le mois dernier, des informations ont révélées que les autorités suisses autorisaient déjà, contre argent, le déversement de produits dangereux dans le Rhin et que de nombreux industriels français, allemands et hollandais ont profité de cette catastrophe pour « purger » à moindre coût leurs cuves chimiques. Les interactions des produits et leurs effets sur la faune et la flore risquent bien d'être irréversibles.

Radio-Libertaire contre les chèques payants

Le diktat des banquiers qui veulent imposer aux usagers une tarification des chèques est inacceptable. Radio-Libertaire demande à ses auditeurs de répondre favorablement à l'appel des organisations de consommateurs qui souhaitent, en perturbant la gestion informatique des chèques, faire reculer les banques.

A cette fin, Radio-Libertaire met à la disposition de ses auditeurs et du public des formules de chèques conformes à la réglementation, mais impossible à traiter automatiquement. Les banquiers spéculent avec notre argent et voudraient, en plus, être payés pour le faire. De la détermination des usagers à défendre leurs intérêts dépendra le résultat de cette action.

Les formules de chèques gratuits édités par Radio-Libertaire sont disponibles directement ou par courrier au 145, rue Amelot, 75011 Paris (pour tous renseignements, tél. : 48.05.34.08).

Radio-Libertaire

Ce chèque, édité gratuitement par Radio-Libertaire (89.4), répond aux normes de la réglementation en vigueur (décret-loi du 30 octobre 1955). Il ne saurait être refusé par les banques et professionnels qui en contradiction à cette réglementation.

CHÈQUE

PAYEZ CONTRE CE CHÈQUE BPF _____

À L'ORDRE DE _____

TIRÉ _____
banque ou centre avec adresse

TIREUR _____
nom

À _____ LE _____ 19 _____ SIGNATURE : _____

imp. spé.

SÉCURITÉ SOCIALE

Séguin donne des coups de canif à la couverture sociale

Sil les prolos descendaient dans la rue, massivement, comme les étudiants et les lycéens, le plan Séguin contre la Sécurité sociale de papier-toilette au ministère des Affaires sociales. La paralysie de la production est d'une efficacité bien plus redoutable que l'occupation des facultés. Mais le maintien du chômage à un haut niveau et les effets démoralisants du passage de la gauche au pouvoir se sont conjugués pour tétaniser la classe ouvrière. C'est

bien pourquoi le pouvoir peut se permettre de lancer de nouvelles attaques contre la Sécurité.

Il y a fort longtemps que la protection sociale se trouve dans le collimateur. Ainsi de Gaulle avait pondu des ordonnances qui provoquèrent quelques remous. Pourtant la protection en question présentait depuis sa naissance de telles insuffisances qu'il fallut créer des caisses de retraite complémentaires et développer un vaste réseau de mutuelles (les-

cit de plus de 8 milliards, les caisses maladies et famille terminant l'année avec un solde positif.

Mais il ne faut pas omettre de mentionner les transferts opérés depuis la caisse vieillesse au profit d'autres régimes, en particulier ceux des non-salariés, des professions libérales par exemple, dont les revenus déclarés servant de base aux cotisations sont souvent bien au-dessous de la réalité.

En 1984, ces transferts se sont élevés à 17,5 milliards ! D'autres ponctions sont opérées dans les régimes spéciaux auxquels l'Etat a piqué plus de 10 milliards au titre des années 1985 et 1986. Il s'agit, en particulier, des caisses des agents des collectivités locales, des travailleurs des industries électriques et gazières, de la R.A.T.P., des ouvriers de l'Etat.

Une voie toute tracée

Les politiciens de gauche et un certain nombre de leaders syndicaux sont bien mal venus, aujourd'hui, à s'indigner contre les mesures de Séguin. Celui-ci n'a eu qu'à suivre la voie tracée par ses prédécesseurs immédiats.

C'est Bérégovoy qui a inventé le forfait journalier hospitalier. Séguin n'a eu qu'à donner un petit coup de pouce, de 20 à 25 francs. C'est madame Dufoix qui, en juin 1985, décréta l'abaissement du taux de remboursement de trois cent soixante-dix-neuf médicaments, des soins infirmiers et de certains actes de biologie, ce qui devrait économiser plus d'un milliard en 1986.

Pourquoi Séguin se serait-il donc gêné pour allonger la liste des médicaments non remboursés ou moins remboursés, pour supprimer la prise en charge à 100% des arrêts de plus de trois mois, pour refuser le remboursement à 100% des soins n'ayant pas un rapport direct avec une longue maladie, pour séparer le K. opération du K. anesthésie, pour définir le seuil de la prise en charge à 100%. Toutes ces réductions de prestations pourront, bien sûr, être compensées par les mutuelles, à condition d'augmenter les cotisations... Et les compagnies d'assurance profitent de cette situation pour prospecter une nouvelle clientèle !

L'excédent de trésorerie ne doit pas dissimuler les difficultés qui

attendent la Sécurité à plus ou moins long terme. Il est indéniable, en effet, que le maintien du chômage à un haut niveau et la baisse du pouvoir d'achat des salariés réduisent les recettes. Selon la C.F.D.T., 2,5 millions de chômeurs représentent un manque à gagner de 109 milliards, ce qui équivaut à plus de la moitié du total des soins de santé du régime général.

D'autres coups seront portés

Pour expliquer les difficultés, l'accent est mis sur le vieillissement de la population et sur l'augmentation continue des dépenses de santé. Une évolution « culturelle », nous dit-on, conduit les assurés à ne plus penser uniquement à la « réparation » de l'organisme, mais davantage au « confort », au bien-être physique et psychique. A y regarder de plus près on découvre cependant que, de ce point de vue, le fameux régime à deux vitesses existe déjà et que les gens à hauts revenus, les cadres par exemple, qui cotisent proportionnellement moins que les ouvriers, ne lésinent pas pour leur petite santé et pour celle de leur famille. En revanche ce sont les O.S. immigrés qui dépendent le moins. Et c'est la classe ouvrière qui a payé et qui paiera toujours la note la plus salée.

On présente parfois la Sécurité sociale comme « un formidable outil de régulation économique ». Une « régulation » que les travailleurs paient, chèrement, de leurs deniers. Mais qu'en est-il de cette « régulation » quand 3 millions d'individus sont maintenus hors de l'activité économique, dont 1 million privés de toute ressource ? En vérité, pour le système capitaliste soumis à la rude loi de la concurrence, les dépenses sociales de toute nature, à partir d'un certain niveau, constituent un handicap pour la compétitivité. D'autres coups seront portés si les travailleurs ne résistent pas. Ceux-ci n'ont pas à se soucier des déficits à venir (pensez donc, entre autres choses, aux 160 milliards du budget militaire !). Il s'agit de défendre ce qui a été acquis par un combat de plus d'un siècle. Parfois au prix du sang.

Sébastien BASSON

Expulsions... cela continue !

LA logique sécuritaire et raciste du tandem Pandraud-Pasqua a encore frappé, cette fois à Rouen. Le 25 novembre, à 5 h du matin, sur commission rogatoire délivrée par le juge Maton (sic), deux cents flics venus en cars, fourgons et motos ont investi le foyer Moïse, rue du Renard, où sont « logés » des travailleurs immigrés.

Une vingtaine d'entre eux ont été interpellés pour contrôle de papier et usage ou trafic de drogue. Une dizaine de ces hommes (pour la plupart Sénégalais et Mauritanais) ont été conduits à l'hôtel de police où ils sont séquestrés actuellement ; ce moderne et luxueux bâtiment servant en l'occurrence de camp de rétention. Aussitôt informées, les associations humanitaires et antiracistes ont organisé une manif le 26 novembre devant le foyer. On comptait environ 500 personnes.

Il va sans dire que cette opération de police fut applaudie par les organisations d'extrême droite (C.A.R., Comité Sécurité Solidarité Police, Front national, etc.).

Une pétition de soutien a été signée par toutes les associations antiracistes et les organisations politiques, à l'exception de la C.G.T. et du P.C.F. prétextant que le droit d'asile a été foulé aux pieds en premier par les socialistes et donc qu'ils ne pouvaient mettre leurs signatures à côté de ces derniers. A l'heure où des gens sont virés de la cité des Minguettes par la municipalité communiste, cela ne manque pas de sel.

Il est à craindre, aux dernières nouvelles, qu'un nouveau convoi express soit formé pour l'Afrique pour absence de papier dans la plupart des cas.

GUY
(Gr. de Rouen)

quelles furent soumises également à maintes attaques et contraintes). Avec la crise, l'offensive s'est développée, à gauche comme à droite, et Michel Rocard déclarait en 1982 que la France vivait avec un taux de couverture sociale « au-dessus de ses moyens » et que « le pays ne peut plus supporter les dépenses de santé sans limite ». Un plumeau du Monde écrivait : « Les comparaisons doivent aussi s'élargir à des pays comme le Japon ou à de nouvelles nations industrielles où la protection sociale n'atteint que 5 à 19% du P.I.B. ».

Ces prises de position avaient le mérite de la clarté. Voilà qui explique pourquoi la couverture sociale est de plus en plus trouée. Et Philippe Séguin a trouvé ce qu'il était un petit boulot amusant que d'y pratiquer de nouvelles estafildes, tout en entonnant l'éternelle ritournelle sur l'équilibre des comptes.

Des comptes d'apothicaires

Ah ! ces comptes, ils sont éminemment évolutifs, élastiques et déroulants. On nous annonce des déficits vertigineux et puis, comme cela s'est produit à la fin de 1985, on découvre que les réserves de trésorerie atteignent un niveau record de 22,5 milliards. Quant au régime général des salariés, il présentait en 1985 un excédent de plus de 5 milliards. Seule la Caisse vieillesse des travailleurs salariés enregistrerait un défi-

Moore T.	
L'utopie	40 F
Paquot T.	
Des utopies en général et de Godin en particulier	70 F
Pierrepoint Noyes	
La maison de mon père	15 F
Rude F.	
Allons en Icarie	82 F

• **SOCIOLOGIE/FEDERALISME**

Ansart P.	
Marx et l'anarchisme	136 F
Les idéologies politiques	60 F
Idéologies, conflits et pouvoirs	108 F
Sociologie de Saint-Simon	56 F
Bancal J.	
L'économie des sociologues	130 F
Bouthoul G.	
Histoire de sociologie	17 F
Caillat M.	
Les dessous de l'olympisme	62 F
Chatelet et Pisier	
Les conceptions politiques du XX ^e siècle	161 F
Chevalier Louis	
Classes laborieuses et classes dangereuses	50 F
Collectif	
Le fédéralisme et Alexandre Marc	40 F
Le concept d'empire	270 F
Villermé. Tableaux de l'état physique et moral des salariés en France	89 F
Comte A.	
Sociologie	58 F
Philosophie des sciences	45 F
Duvignaud J.	
Introduction à la sociologie	12 F
Anthologie des sociologues français contemporains	66 F
Feyerabend P.	
Contre la méthode	96 F
Guurvitch G.	
Les tendances actuelles de la philosophie allemande	63 F
La vocation actuelle de la sociologie. Volume I	154 F
Volume II	154 F
Les cadres sociaux de la connaissance	75 F
Dialectique et sociologie	13 F
Hytte C.-M.	
Le socialisme-Etat	60 F
Lazarsfeld G.	
Qu'est-ce que la sociologie ?	17 F
Loureau R.	
L'Etat inconscient	59 F

L'analyse institutionnelle	52 F
Molnart T.	
Le socialisme sans visage	75 F
Niel A.	
Les grands appels de l'humanisme contemporain	7.50 F
Pincon-Charlot M.	
Ségrégation urbaine (classes sociales et équipements collectifs en région parisienne)	110 F
Rueff J.	
Des sciences physiques aux sciences morales	12 F
Thabault R.	
Mon village	56 F
Voyenne B.	
Histoire de l'idée européenne	15 F

• **URBANISME**

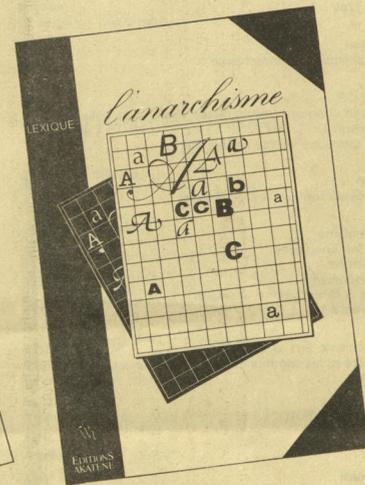
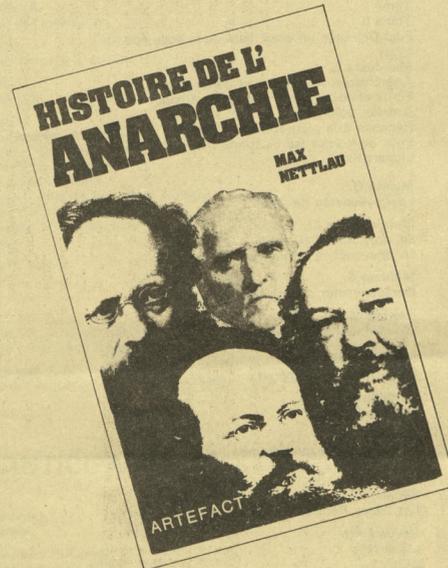
Affeulpin G.	
La soi-disant utopie du centre Beaubourg	45 F
Choay F.	
Urbanisme, utopie et réalité	68 F
Collectif	
Construire en terre	105 F
Bourdigan, le massacre d'un village populaire	45 F
Habitats autogérés	75 F
Guerrand R. H.	
L'aventure du métropolitain	79 F
Laborit H.	
L'homme et la ville	32 F
Mesnard A.-H.	
Aménager sa commune	68 F
Mumfort L.	
La cité à travers l'histoire	145 F
Ragon M.	
L'architecte, le prince et la démocratie	55 F
L'homme et les villes	45 F
Histoire de l'architecture, de l'urbanisme moderne. Tome I : idéologie et pionniers, 1800-1910	150 F
Tome II : pratique et méthode, 1911-1976	175 F
Tome III : prospective et futurologie	230 F
L'espace de la mort	69 F
Rotier G.	
Architecture libre	120 F

• **VIDEO (cassette)**

Baissat B.	
Ecoutez May Picqueray (70 mn VHS)	450 F
Ecoutez Bizeau	450 F

le catalogue

DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE 145, RUE AMELOT PARIS 11^e TÉL : 48.05.34.08



Catalogue n° 7 - DECEMBRE 1986

ANARCHISME	2
ANTHROPOLOGIE/BIOLOGIE	2
ANTICIPATION	3
ANTIMILITARISME	3
ARTS ET CULTURE	4
BAKOUNINE	4
CHINE	5
COLLECTIONS, REVUES DE LA F.A.	5
COOPERATIVES	5
DROIT/SYNDICALISME	5
ECOLOGIE	5
ENFANCE	6
ESPAGNE, LIVRES EN FRANÇAIS	7
ESPERANTO	7
FEMMES	7
GENRE HUMAIN (revue)	8
HISTOIRE OUVRIERE ET PAYSANNE	8
INDIVIDUALISME	9
INTERNATIONAL	9
JUSTICE/ASSOCIATIONS	10
KROPOTKINE	10
LA COMMUNE	10
LANGUES/SEMANTIQUE	11
LITTERATURE	11
LITTERATURE PROLETARIENNE	12
LIVRES DE LA F.A.	13

MARXISME/ULTRA-GAUCHE	13
MEDECINES DOUCES	14
MOUVEMENT OUVRIER	14
MOUVEMENT SOCIALISTE	15
NEOMALTHUSIANISME	15
PARTI COMMUNISTE	15
PAYS DE L'EST	16
PEDAGOGIE/EDUCATION	16
PEINE DE MORT/FASCISME/DROITS DE L'HOMME	17
PHILOSOPHIE	17
POESIE	18
POLITIQUE	19
PREMIERE INTERNATIONALE	19
PRESSE/RADIO	19
PRISONS	19
PROUDHON	19
PSYCHIATRIE/PSYCHANALYSE	20
REGIONS/ETHNIES	20
RELIGION	21
REVOLUTION FRANÇAISE	21
REVOLUTION RUSSE	21
ROMAN NOIR	22
SANTE/DROGUE	22
SEXUALITE/CONTRACEPTION	23
SOCIAL/ECONOMIE	23
SOCIALISME UTOPIQUE	23
SOCIOLOGIE/FEDERALISME	24
URBANISME	24
VIDEO (cassette)	24

EN ACHETANT VOS LIVRES A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE VOUS SOUTENEZ LES OEUVRES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Les commandes pour la province ou l'étranger sont faites le jour même (sauf rupture de stock).

Nous ne fournissons que les commandes réglées à l'avance. **Nous vous demandons de compter 10% pour les frais de port.** Les règlements sont à adresser au nom de *Publico*.

Vous pouvez aussi commander des titres non inscrits au catalogue. Il nous faut, si possible, le titre du livre et le nom de l'éditeur.

Le catalogue qui suit est réparti en rubriques. Certains titres ont été classés dans une rubrique alors qu'ils auraient aussi bien pu l'être dans une autre. Néanmoins, il nous a semblé préférable de faire un choix afin que des mêmes titres ne figurent pas dans différents rayons de la librairie ; rayons qui sont étiquetés du même nom que les rubriques qui suivent, afin de vous faciliter la recherche des titres sur place.

La librairie du Monde libertaire est ouverte du lundi au samedi, de 10 heures à 19 h30.

• ANARCHISME

L'annuaire du Père Peinard	98 F
Anarchisme contemporain	
Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières	56 F
Aventures de la liberté	44 F
L'Etat et l'anarchie	58 F
La révolution	56 F
Barrué J.	
L'anarchisme aujourd'hui	25 F
Morale sans obligation ni sanction ou morale anarchiste	25 F
Berneri C.	
La société sans Etat	5 F
Besnard P.	
Le monde nouveau	25 F
L'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme	1 F
CIRA	
Témoignages 39-45	60 F
Quand le coq rouge chantera : anarchistes français et italiens aux USA (bibliographie)	40 F
1886... 1936 et quelques autres anniversaires	45 F
Cœurderoy E.	
Pour la révolution	50 F
Hourrah ! ou la révolution par les cosaques	30 F
Collectif	
Lexique de l'anarchisme	25 F
Albert Camus et les libertaires	20 F
Les nouveaux patrons	57 F
Centralisme et fédéralisme	15 F
Des municipalités à la commune libertaire	14 F
L'imaginaire subversif	60 F
Creagh R.	
Histoire de l'anarchisme aux U.S.A.	110 F
Laboratoires de l'utopie, les communautés libertaires aux U.S.A.	88 F
Sacco et Vanzetti	88 F
C.R.I.F.A.	
Troisième congrès de l'I.F.A.	10 F
Dejacque J.	
A bas les chefs	80 F
Dossiers de l'histoire	
Histoire du mouvement anarchiste	12 F
Dumas R.	
Ravachol, l'homme rouge de l'anarchie	70 F
Fabrizi L.	
L'organisation anarchiste	20 F
Dictature et révolution	75 F
Frémion Y.	
Les orgasmes de l'histoire	30 F
Gandini J.-J.	
Aux sources de la révolution chinoise : les anarchistes	82 F
Goldmann E.	
L'épopée d'une anarchiste	37 F
Grave J.	
Conduite de l'individu en société anarchiste	1 F
40 ans de propagande anarchiste	106 F
Guérin D.	
L'anarchisme	23 F
Harmel C.	
Histoire de l'anarchie	150 F
Joyeux M.	
L'anarchie et la société moderne	40 F
Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière	20 F
L'hydre de Lerne	15 F
Ce que je crois	50 F
Histoire du Libertaire au Monde libertaire	20 F
Souvenirs d'un anarchiste	120 F
Labayle D.	
Vivement le doute	69 F
La Boétie E.	
Discours sur la servitude volontaire	23 F
Œuvres politiques	20 F
Landauer G.	
La révolution	50 F
Leval G.	
Le chemin du socialisme	5 F
Pratique du socialisme libertaire	15 F
L'humanisme libertaire	15 F

Eléments d'éthique moderne	15 F
L'Etat dans l'histoire	60 F
Espagne libertaire 36-39	60 F
Leval/Rocker	
Marx, ténia du socialisme	15 F
Lewin R.	
Eric Mühsam 1878-1934	5 F
Livrozet S.	
Hurle !	38 F
Maitron J.	
Le mouvement anarchiste en France	
Tome I	96 F
Tome II	85 F
Paul Delesalle un anarchiste de la belle époque	79 F
Malatesta E.	
Anarchistes, socialistes et communistes	60 F
Ecrits choisis (tomes I, II et III). Chaque	20 F
Articles politiques	12 F
Réponse à la plate-forme	2 F
Pour ou contre les élections ?	30 F
L'anarchie	15 F
Malato C.	
Les joyusetés de l'exil	80 F
Mercier-Vega L.	
La révolution par l'Etat	68 F
La chevauchée anonyme	50 F
Mounier E.	
Communisme, anarchisme, personnalisme	23 F
Nettlau M.	
Histoire de l'anarchisme	75 F
Nieuwenhuis	
Le socialisme en danger	111 F
Prudhommeaux A.	
L'effort libertaire	20 F
Reclus E.	
L'homme et la terre (tomes I et II). Chaque	30 F
L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique	40 F
Reclus P.	
Les frères Reclus	38 F
Revue l'Arc	
L'anarchie	80 F
Rocker Rudolf.	
Anarchisme et organisation	30 F
Russel B.	
Le monde qui pourrait être	20 F
Sarrazin H.	
Elisée reclus ou la passion du monde	88 F
Textes	
Les anarchistes et les élections	20 F
Plate-forme et synthèse : l'organisation	20 F
Vanzetti B.	
Une vie de prolétaire	25 F
Ne pleurez pas ma mort	90 F
Vertone T.	
L'œuvre et l'action d'Albert Camus dans la mouvance de la tradition libertaire	30 F
• ANTHROPOLOGIE/BIOLOGIE	
Changeux J.-P.	
L'homme neuronal	46 F
Clastres P.	
Chronique des Indiens Guayaki	110 F
La société contre l'Etat	57 F
Recherches d'anthropologie politique	88 F
Le grand parler	57 F
Duvignaud J.	
Le langage perdu	96 F
Fromm E.	
De la désobéissance	55 F
Avoir ou être	55 F
Grassé J.-P.	
L'homme en accusation	65 F

Knaus W.	
La médecine en URSS	79 F
Pavlov	
L'activité nerveuse supérieure	119 F
Les réflexes conditionnés	99 F
Pradal H.	
Nouveau guide des médicaments	29 F
Seaman B. et G.	
De la contraception à la ménopause	98 F
S.I.R.I.C.	
Allo... Moi ? Ici les autres	84 F
S.I.R.I.M.	
Alors survient la maladie	75 F
Communication ou manipulation	65 F
Schwartzberg L.	
Requiem pour la vie	89 F
• SEXUALITE/CONTRACEPTION	
Chaleil M.	
Le corps prostitué	98 F
Chetaud, Pujo et Fougère	
Et si on en parlait	28 F
Cocteau J.	
Le livre blanc	72 F
Collectif	
Rapport contre la normalité	30 F
Petit guide de la cape cervicale	18 F
Dullak S.	
Je serai elle	60 F
Falconnet G.	
La fabrication des mâles	23 F
Guérin D.	
Homosexualité et révolution	25 F
Humbert J.	
Les problèmes du couple	15 F
Jourdan E.	
Les mauvais anges	54 F
Kollontai	
Marxisme et révolution sexuelle	30 F
Lebel J.-J.	
L'amour et l'argent	60 F
Lecha G.	
Réflexions au masculin sur une femme violée	39 F
Masques	
Nos 3 au 6	25 F
Nos 7 et 8	30 F
Jean Cocteau	70 F
Millet K.	
La politique du mâle	79 F
Planning familial	
Apprenons à faire l'amour	15 F
Vingt-cinq ans d'histoire du planning familial	70 F
Rapport Gay	
Enquête sur les modes de vie des homosexuels	70 F
Adret	
Travailler deux heures par jour	23 F
Antier E.	
Mémoires d'un nouveau-né	75 F
Baudrillard J.	
La société de consommation	28 F
Berger C.	
Pour l'abolition du salariat	15 F
Bois G.	
Crise du féodalisme	45 F
Cerc	
Les revenus des Français	39 F

• SOCIAL/ECONOMIE

Collectif	
L'écologie contre le chômage	59 F
Nous, travailleurs licenciés	15 F
Code du travail 85/86	140 F
L'état de la France et de ses habitants	125 F
Daubé-Bancel A.	
La véritable réforme fiscale	1 F
Delplanque B.	
Le partage de l'emploi	55 F
De Meur J.	
Meurtres et fanatismes	45 F
Dossiers de l'histoire	
Le chômage	20 F
Dumont J.-P.	
La Sécurité Sociale en chantier	66 F
Faure S.	
La crise économique : origines, conséquences, remèdes	12 F
Friedman G.	
Sept études sur l'homme et la technique	11 F
Galbraith	
Théorie de la pauvreté de masse	33 F
Gray et Carrière	
Les misères de l'abondance	39 F
Ilich I.	
Le travail fantôme	42 F
Energie et équité	40 F
Libérer l'avenir	14 F
Milano S.	
La pauvreté en France	64 F
Mirow Kurt R.	
La dictature des cartels	96 F
Partant F.	
La guérilla économique	65 F
Que la crise s'aggrave	45 F
La fin du développement	61 F
Revue « Autogestions »	
Un travail sans emploi	55 F
Rubak S.	
La classe ouvrière est en expansion permanente	13 F
Classes laborieuses et révolution	21 F
Sagou M'hamed	
Paribas : anatomie d'une puissance	85 F
Virasolvly A.	
Changer de système	69 F
• SOCIALISME UTOPIQUE	
Adam P.	
Lettres de Malaisie	60 F
Brukner P.	
Fourier	33 F
Collectif	
Le familistère à Guise	70 F
Considerant V.	
Description du phalanstère	45 F
Debout S.	
Griffe au nez	15 F
L'utopie de Charles Fourier	42 F
Desroches H.	
La société festive	65 F
Fourier C.	
Théorie des 4 mouvements	130 F
Vers la liberté en amour	23 F
L'ordre subversif	48 F
Le nouveau monde amoureux	140 F
Gallus	
La marmite libératrice	15 F
Godin	
Solutions sociales	70 F
Lafargue P.	
Le droit à la paresse	25 F
Lapouge	
Utopie et civilisation	22 F

Rocker R.	
Les soviets trahis par les bolcheviks	20 F
Rosenstone R.	
John Reed	39 F
Skirda A.	
Les cosaques de la liberté	115 F
Ternon Y.	
Makhno, la révolte anarchiste	29 F
Vassiliev P.	
L'idée des soviets	20 F
Victor S.	
L'an I de la révolution russe	25 F
Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941	27 F
Le tournant obscur	18 F
Voline	
La révolution reconnue	145 F
Wilde O.	
Véra ou les nihilistes	40 F

• ROMAN NOIR

Amila J.	
Le boucher des hurles	20 F
Le chien de Montargis	20 F
Au balcon d'Hiroshima	22 F
Pitié pour les rats	21 F
Bloch R.	
Le crépuscule des stars	38 F
Block L.	
Le voleur insomniaque	26 F
Brown F.	
Tuer pour passer le temps	38 F
La bête de miséricorde	38 F
Cohen D.	
Rapsodie en jaune	26 F
Colonel Durutti	
Le soviét	19 F
Daeninckx D.	
Meurtres pour mémoire	19 F
Métropolice	21 F
Le géant inachevé	23 F
Le bourreau et son double	24 F
Le der des ders	23 F
Dagory	
Raide maure	18 F
Deltel G.	
Solidarmoché	19 F
Coup de cafard	18 F
Ici le chat est le patron	19 F
Le baiser de la couleuvre	F
Fajardie F. H.	
Tueurs de flics	35 F
Le loup par les oreilles	35 F
La théorie du 1%	35 F
La colline de cristal	35 F
La nuit des chats bottés	35 F
Helena A.	
J'aurai la peau de Salvador	28 F
Le bon dieu s'en fout	32 F
Les clients du Central Hôtel	32 F
Himes C.	
Noir sur noir	32 F
Jaouen H.	
Quai de la fosse	19 F
Le crime du syndicat	60 F
Toilette des morts	18 F
Jonquet T.	
La belle et la bête	26 F
Malet L.	
M'as tu vu en cadavre	19 F
Des kilomètres de linéuls	19 F
Fièvre au marais	19 F
La nuit de St-Germain-des-Prés	19 F
Corrida aux Champs-Élysées	19 F
Pas de bavards à la Muette	19 F
Brouillard au pont de Tolbiac	19 F
Boulevard Ossements	19 F

Casse-pipe à la Nation	19 F
Micmac proche au boul'mich	19 F
120, rue de la Gare	19 F
Un croque mort nommé Nestor	19 F
Abattoir ensoleillé	19 F
Le soleil n'est pas pour nous	18 F
L'ombre du grand mur	19 F
Les paletots sans manches	30 F
Nestor Burma contre CQFD	19 F
Le cinquième procédé	19 F
Les eaux troubles de Javel	19 F
Les rats de Montsouris	20 F
Gros plan du machabée	45 F
Le gang mystérieux	35 F
Johnny Metal	45 F
Miss Chandler est en danger	19 F
Mort au bowling	19 F
Nestor Burma et le monstre	19 F
La cinquième empreinte	18 F
Les enquêtes de N. Burma T. I et II, chaque	98 F

Marie et Joseph	
Chaudes bises	26 F
Si t'as peur, je jappe	26 F
Pennac D.	
Au bonheur des ogres	23 F
Pouy J.B.	
Nous avons brûlé une sainte	19 F
Suzanne et les ringards	19 F
Siniac P.	
Ras le casque	19 F
Tanugi G.	
Gay, gay tuons-nous	19 F
Topin T.	
55 degrés de fièvre	20 F
Varoux A.	
Un globe dans la Tamise	20 F
Villar J.-F.	
Au pied du mur	35 F
La vie d'artiste	35 F

• SANTE/DROGUE

Armstrong H.	
Nous sommes tous des toxicos	65 F
Barrère I./Lalou E.	
Le dossier confidentiel de l'euthanasie	23 F
Briche G.	
Furiculum vitae	70 F
Champagne G.	
J'étais un drogué	24 F
Après la drogue	23 F
Collectif	
Des mères de toxicomanes racontent	60 F
Cousins N.	
La volonté de guérir	20 F
Delarue F.	
L'intoxication	60 F
Delpiroux A./Labrousse A.	
Coca coke	89 F
Ehrenreich et English	
Sorcières, sages-femmes et infirmières	33 F
Henry et Léger	
Les hommes se droguent, l'Etat se renforce	30 F
Illich I.	
Némésis médicale	27 F
Jaubert A.	
D... comme drogue	23 F
Le Pogam Y.	
Démocratisation du sport	73 F
Ménin R.	
La foire aux médicaments	39 F
Olivenstein C.	
La drogue ou la vie	23 F
La drogue	27 F
Il n'y a pas de drogué heureux	23 F

Guillard J.-M.	
Seul chez les Kalasch	15 F
Hacker F.	
Aggression, violence	49 F
Jacquart A.	
Eloge de la différence	27 F
Moi et les autres	27 F
Inventer l'homme	65 F
Au péril de la science	24 F
L'héritage de la liberté, de l'animalité à l'humanité	85 F

Laborit H.	
Biologie et structure	23 F
La nouvelle grille	38 F
L'homme et la ville	69 F
L'homme imaginaire	25 F
L'agressivité détournée	25 F
Eloge de la fuite	24 F
La colombe assassinée	65 F

Langaney A.	
Le sexe et l'innovation	70 F

Meriot C.	
Les Lapons et leur société	180 F

Monod J.	
Le hasard et la nécessité	27 F

Rostand J.	
Aux frontières du surhumain	26 F
Entretiens avec Eric Laurent	48 F
Les étangs à monstres	50 F
Crapauds et libellules	51 F
Esquisse d'une histoire de la biologie	32 F
Maternité et biologie	23 F
Le courrier d'un biologiste	44 F

Ruffié S.	
Traite du vivant	
Tome I	37,50 F
Tome II	41 F

Sahlins M.	
Critique de la sociobiologie	70 F
Age de pierre, âge d'abondance	125 F

Skrzypczak J.-F.	
L'inné et l'acquis - Inégalités « naturelles », inégalités sociales	79 F

• ANTICIPATION

Arc (revue)	
G. Orwell	45 F
Andrevon J.P./Cousin P.	
L'immeuble d'en face	35 F
Ballard J.G.	
La foire aux atrocités	12 F
Brussolo S.	
Portrait du diable en chapeau melon	33 F
Burgess A.	
1984-1985	69 F

Crick B.	
Georges Orwell, une vie	94 F
Disch T.	
Sur les ailes du chant	35 F
Fremion Y.	
Territoire du tendre	32 F

Herbert F.	
Dune, 2 tomes	42 F
Le messie de Dune	20 F

Herbert F./Ramson B.	
L'effet Lazare	85 F

Huxley A.	
La paix des profondeurs	38 F
L'émittance grise	25 F

Jaury M.	
Les démons de Jérusalem	19 F

Jurgensen J.D.	
Orwell ou la route de 1984	60 F

Le Guin U.	
Les dépossédés	23 F
Le livre d'or de la science fiction	23 F

Leys S.	
Orwell ou l'horreur de la politique	46 F

Moorcock M.	
La défoncée glogauer	12 F

Orwell G.	
La ferme des animaux	16 F
1984	33 F

Rués J.	
L'autre moitié de l'homme	17 F

Shaw B.	
Qui va là ?	23 F

Spinrad N.	
Jack Barron et l'éternité	21 F

Steiner K.	
Les enfants de l'histoire	21 F

Textes	
Big brother, un inconnu familial	98 F
Chats femmes et autres machines cruelles	70 F

Tolkien.	
Le seigneur des anneaux	

Tome I	23 F
Tome II	23 F
Tome III	23 F

Tome III	23 F
----------	------

• ANTIMILITARISME

Autrement (Revue)	
La bombe	99 F
Armes	80 F

Avis de recherche	
Cavales insoumises	50 F
Martial, itinéraire d'un insoumis	10 F
Les ordonnances de 59	15 F
Objection, mode d'emploi	43 F
Spécial pacifisme et pays de l'Est	15 F

Auvray M.	
Objecteurs, insoumis, déserteurs	99 F

Barthas L.	
Les carnets de guerre	88 F

Becker J.J.	
Carnet B. Les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant 14	114 F

Bilis M.	
Socialistes et pacifistes	55 F

Bost J.-L.	
Le dernier des métiers	21 F

Bouthoul G.	
La guerre	23 F

Castoriadis C.	
Devant la guerre	72 F

Charron C.	
L'antimilitarisme et son expression littéraire à la fin du XIX ^e siècle, les 2 volumes	170 F

Clausewitz C.	
De la guerre	158 F

Darien G.	
L'épaulette	10 F

Delcambre A.	
Tuer	51 F

Descaves L.	
Sous-offs	125 F

Devaldès M.	
La chair à canon	25 F

Dorgeles R.	
Les croix de bois	20 F

Dossiers du Canard enchaîné	
La force de frappe tranquille	22 F

Faligot R. et Krop P.	
La piscine (les services secrets français 1944/1984)	99 F

Faucier N.	
Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres	60 F

Fontanel S.	
L'économie des armes	33 F

Garel E.	
Louis Lecoin et le mouvement anarchiste	20 F

Gibeau Y.	23 F
Allons z'enfants	23 F
Giono J.	27 F
Ecrits pacifistes	20 F
Le déserteur	20 F
Joxe A.	64 F
Demain la guerre ?	64 F
Langlois D.	42 F
Le cachot	42 F
Lecoïn L.	50 F
Le cours d'une vie	40 F
Ecrits	40 F
Le Hénaff Y.	15 F
Les armes de destruction massive	15 F
Maricourt T.	36 F
Chronique d'une insoumission	36 F
Martin P.	75 F
Candide face au moloch	75 F
Menahem G.	55 F
La science et le militaire	55 F
Monclin R.	35 F
Les damnés de la guerre	35 F
Remarques E.-M.	20 F
A l'Ouest, rien de nouveau	20 F
Riche D.	79 F
La guerre chimique et biologique	79 F
Scoff A.	69 F
Le pantalon	69 F
S.I.P.R.I.	10 F
Armer ou désarmer, 1984	10 F
Textes	15 F
Les armements modernes	15 F
Vecteur	8 F
Vouloir la paix	8 F
Vigné d'Octon P.	79 F
La gloire du sabre	79 F

• ARTS ET CULTURE

Atelier populaire de l'ex-école des Beaux-Arts	50 F
Les affiches de Mai 68	50 F
Autant-Lara C.	150 F
La rage dans le cœur	150 F
Berruer P.	55 F
Georges Brassens	55 F
Bertin S.	70 F
Chante toujours tu m'intéresses	70 F
Breton A.	50 F
Position politique du surréalisme	50 F
Chapiron D.	75 F
Les chefs-d'œuvre de Kiki Picasso	75 F
Colin P.	30 F
En joue... feu !	30 F
Collectif	30 F
Arrêtez votre cinéma !	85 F
Potlach 1954-1957	85 F
Costantini F.	35 F
Romancero anarchiste	35 F
Delannoy A.	32 F
Un crayon de combat	32 F
Deville N.	95 F
Vite fait bien fait (les pochoirs)	95 F
Dixmier M.	45 F
Jossot	45 F
Lettres inédites	45 F
Doc(k)s	90 F
Espagne	90 F
Allemagne	114 F
Chine	114 F
Duvignaud J.	150 F
Les ombres collectives	150 F
Eluard P.	22 F
Les frères voyants	22 F

Favre/Pirot	99 F
Bourges, histoire d'un printemps	99 F
Ferrua P.	12 F
Surréalisme et anarchisme	12 F
Frémion Y.	55 F
L'ABC de la B.D.	55 F
Gaudibert P.	59 F
Action culturelle	59 F
Huelsensbeck R.	65 F
En avant Dada, l'histoire du dadaïsme	65 F
Lacombe et Rode	100 F
La musique du film	100 F
Legrand G.	30 F
Cinéma	30 F
Lloyd C.	350 F
Pissarro	350 F
Marcuse H.	60 F
Culture et société	60 F
Masereel F.	100 F
L'idée	100 F
Dossier du <i>Canard enchaîné</i>	22 F
Show biz, l'état du spectacle	22 F
Phan-Van J.-L.	35 F
Laminoir	35 F
Pierre J.	65 F
Surréalisme et anarchie	65 F
Pierson S.	95 F
Pochoir à la Une	95 F
Pignon E.	16 F
La quête de la réalité	16 F
Ragon M.	46 F
L'art : pour quoi faire ?	46 F
25 ans d'art vivant	175 F
Reszler A.	60 F
L'intellectuel contre l'Europe	60 F
Richard L.	10 F
D'une apocalypse à l'autre	10 F
Roche A.	40 F
Louise, Emma	40 F
Shikes et Harper	160 F
Pissarro	160 F
Tillieu A.	25 F
Georges Brassens, auprès de son arbre	25 F
Todd O.	29 F
Jacques Brel, une vie	29 F
Vian B.	29 F
Théâtre I	26 F
Théâtre II	26 F
Wagner R.	45 F
L'art et la Révolution	45 F

• BAKOUNINE

Bakounine M.	200 F
Œuvres complètes (Amsterdam) du volume 1 au 3 (4 volumes). Chaque	200 F
Œuvres complètes du 4 au 6 (3 volumes). Chaque	400 F
Œuvres complètes, le 7	150 F
Œuvres complètes (<i>Champ libre</i>) du 1 au 4. Chaque	150 F
Œuvres complètes (<i>Champ libre</i>), du 5 au 8. Chaque	200 F
Œuvres (Stock) (tomes I et II). Chaque	39 F
Dieu et l'Etat	15 F
Fédéralisme, socialisme, antithéologisme	30 F
Les ours de Berne et l'ours de Saint-Petersbourg	10 F
Bakounine/Herzen/Ogareff	50 F
Lettres inédites	50 F
Collectif	75 F
Bakounine, combats et débats	75 F
Hepner B.-P.	100 F
Bakounine et le panslavisme révolutionnaire	100 F
Lehning A.	60 F
De Buanorrotti à Bakounine	60 F
Bakounine et les historiens	12 F

Lafont R.	17 F
La révolution régionaliste	17 F
Décoloniser en France	21 F
Autonomie : de la région à l'autogestion	16 F
Léry J. (de)	90 F
Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil	90 F
Oyhamburu P.	55 F
L'irréductible phénomène basque	55 F
Perraudieu/Dalbreil	45 F
Rapport sur l'état actuel de la Vendée	45 F
Portilla M.-L.	38 F
L'envers de la conquête (les Aztèques, Incas, Mayas face à la conquête espagnole)	38 F
Ribeiro D.	15 F
Frontières indigènes de la civilisation	15 F
Rouceau E.	72 F
Les Palestiniens	72 F
Stora B.	76 F
Messali Hadj	76 F
Survival international	50 F
Ethnies minoritaires dans le monde 1983-1984 : 20 bulletins d'action urgente	50 F
Guatemala	15 F
Tolza J.	48 F
Les scorpions de Corbera	48 F
Touraine-Dubet	70 F
Le pays contre l'Etat	70 F
Luttes occitanes	70 F
Vanina	70 F
Corse la liberté pas la mort	70 F

• RELIGION

Assouline P.	61 F
Lourdes histoires d'eau	61 F
Bochot A.	17 F
Vivre en son temps	17 F
Boyer J.F.	95 F
L'empire Moon	95 F
Bredel M.	89 F
Jean Meslier l'enragé	89 F
Dalian R.	65 F
Dieu contre dieux	65 F
La vie de Jésus	50 F
Credo dodo	25 F
Diel P.	21 F
La divinité	21 F
Faure S.	10 F
Les crimes de Dieu	10 F
Douze preuves de l'inexistence de Dieu	5 F
Huxley J.	19 F
L'éminence grise	19 F
Kermol-Dufflot	86 F
Entre Dieu et César	86 F
Lacroix J.	25 F
Le sens de l'athéisme moderne	25 F
Livrozet S.	42 F
Jeva de Nazareth	42 F
Meslier J.	150 F
Œuvres (tomes I et II). Chaque	150 F
Most J.	10 F
La peste religieuse	10 F
Oudin B.	55 F
La foi qui tue	55 F
Pigault-Lebrun	25 F
La Bible	25 F
Prévotel M.	35 F
Cléricisme moderne et mouvement ouvrier	35 F
Reclus E. et Guyou	5 F
L'anarchie et l'Eglise	5 F
Russel B.	15 F
Science et religion	15 F

Ryner H.	50 F
Le cinquième évangile	50 F
Sade	32 F
Discours contre Dieu	32 F

• REVOLUTION FRANÇAISE

Agulhon M.	39 F
Les quarante-huitards	39 F
Cahiers de doléance des femmes	70 F
1789	70 F
Dommanget M.	30 F
1793, les enrégés, les curés rouges	30 F
Sylvain Maréchal	60 F
Guérin D.	25 F
La révolution française et nous	25 F
Bourgeois et bras nus, 1793-95	22 F
La lutte de classes sous la Première République. Les 2 volumes	139 F
Jacques J.	30 F
Luttes sociales sous l'ancien régime	30 F
Maréchal S.	50 F
Culte et lois d'une société d'hommes sans dieu	50 F
Menetra	90 F
Journal d'une vie	90 F
Bianchi S.	69 F
La révolution culturelle de l'An II	69 F
Soboul A.	150 F
La révolution française	150 F

• REVOLUTION RUSSE

Avrich P.	33 F
La tragédie de Kronstadt	33 F
Les anarchistes russes	30 F
Baynac J.	75 F
Les socialistes révolutionnaires	75 F
Le roman de Tatiana	89 F
Body M.	40 F
Un piano en bouleau de Carélie	40 F
Carrère d'Encausse	45 F
Réforme et révolution chez les musulmans de l'empire russe	45 F
Collectif	40 F
Sur 1905	48 F
Quatre femmes terroristes contre le tsar	48 F
Les nihilistes russes	61 F
Ciliga A.	25 F
L'insurrection de Kronstadt	25 F
Fabbri L.	10 F
Crise de l'anarchisme	10 F
Dictature et révolution	75 F
Ferro M.	39 F
Des soviets au communisme bureaucratique	39 F
Figner V.	48 F
Mémoires d'un révolutionnaire	48 F
Kollontai A.	30 F
L'opposition ouvrière	30 F
Kupperman F.	35 F
Au pays des soviets	35 F
Litvinov V.	20 F
N. Makhno et la question juive	20 F
Makhaïski J. W.	35 F
Le socialisme des intellectuels	35 F
Makhno N.	50 F
La lutte contre l'Etat et autres écrits	50 F
Martinet M.	12 F
Où va la révolution russe	12 F
Menzies M.	50 F
Makhno, une épopée	50 F
Mett I.	25 F
La commune de Kronstadt	25 F
Reed J.	45 F
Dix jours qui ébranlèrent le monde	45 F